

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1941

17 octobre 2006

SOMMAIRE

Achem S.A., Luxembourg	93149	Lilliwyte S.A.H., Luxembourg	93158
Aludore International S.A., Luxembourg	93124	Lion/Blade Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg . . .	93151
Aluglobe International S.A., Luxembourg	93122	Maison Peter, S.à r.l., Schiffingen	93145
(L')Armathan S.A., Luxembourg	93149	Maison Peter, S.à r.l., Schiffingen	93146
BDPE, S.à r.l., Luxembourg	93151	MB Venture Capital S.A., Luxembourg	93162
Callista Holding S.A., Luxembourg	93123	Montelima S.A., Luxembourg	93143
Chabana S.A., Luxembourg	93124	Multinational Automated Clearing House, S.à r.l., Contern	93143
Charlimmo S.A.H., Luxembourg	93150	Mundo Pneus, S.à r.l., Emerange	93154
Colim S.A., Luxembourg	93148	Novenergia General Partner S.A., Luxembourg . .	93151
Compagnie Financière Van Wittenberge et Fils S.A.H., Luxembourg	93150	Phoceia S.A.H., Luxembourg	93148
ComptaPartner, S.à r.l., Nospelt	93159	Repcos 26 S.A., Luxembourg	93125
Diamond Water STEX Corporation S.A., Luxem- bourg	93163	Scania Treasury S.A., Luxembourg	93148
Domino S.A., Luxembourg	93159	Ser Co International S.A., Luxembourg	93123
Dunedin Holdings, S.à r.l., Luxembourg	93160	Sixty International S.A., Luxembourg	93145
Europolis S.A., Luxembourg	93121	Snowdrop S.A., Luxembourg	93123
Filam International Holding S.A., Luxembourg . . .	93154	Sofigest, S.à r.l., Weiler-la-Tour	93125
Finicom Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg . . .	93147	Stahlbeteiligungen Holding S.A., Luxembourg . . .	93124
France Luxembourg Invest Holding S.A., Luxem- bourg	93122	Star 2000 Holding S.A., Luxembourg	93150
G.I. Beteiligung S.A., Luxembourg	93147	Stormont Investments LLP, S.à r.l., Luxembourg	93155
Global Part S.A., Luxembourg	93158	Stormont Investments LLP, S.à r.l., Luxembourg	93158
HG Financing S.A., Burglinster	93160	TIA Europe S.A., Luxembourg	93147
		Trade Food S.A., Luxembourg	93149
		WP Luxco Communications, S.à r.l., Luxembourg	93122

EUROPOLIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R. C. Luxembourg B 97.494.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 22 août 2006, réf. LSO-BT06729, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2006.

Signature.

(090195.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

FRANCE LUXEMBOURG INVEST HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.

R. C. Luxembourg B 31.584.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 2006

Le mandat des administrateurs venant à échéance, l'Assemblée décide de reconduire le mandat de Messieurs Jacques Betti, Justin Cerasani, Jean-Claude Finck, Pierre Filliger, Lucien Miara, et Roger Scemama. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en 2007.

L'Assemblée constate que le mandat du Commissaire aux Comptes a été fixé jusqu'à la présente assemblée générale.

L'Assemblée procède au renouvellement du Commissaire aux Comptes DELOITTE S.A. pour un terme d'un an, c'est à dire jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en avril 2007.

Luxembourg, le 21 juin 2006.

Certifié sincère et conforme

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07177. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087195.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

WP LUXCO COMMUNICATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 111.893.

Suite à la Résolution des Actionnaires en date du 25 novembre 2005 les Associés seront dorénavant les suivants:

- WARBURG PINCUS PRIVATE EQUITY IX, L.P., avec adresse au 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle country, 19801, Delaware, USA,

avec 27.899 actions ordinaires;

- Stichting Administratiekantoor WP LUXCO COMMUNICATIONS, avec adresse au 123, Fred.Roeskestraat, 1076 EE Amsterdam, Pays-Bas,

avec 2.100 actions class B;

- WPIX INTERNATIONAL HOLDINGS LLC, avec adresse au 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle country, 19801, Delaware, USA,

avec 1 action ordinaire.

Luxembourg, le 2 août 2006.

R. Brekelmans / I. Rosseneu.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2006, réf. LSO-BT03051. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087282.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

ALUGLOBE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 67.022.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 novembre 2005 que l'assemblée a décidé à l'unanimité de:

- reconduire pour une durée de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale de 2011 le mandat d'administrateur des personnes suivantes:

Massimo Bagni, avec adresse professionnelle à I-37135 Verona, 20, Via Dominutti,

Victor Elvinger, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich,

Catherine Dessoay, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich;

- reconduire pour une durée de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale de 2011 le mandat du commissaire aux comptes suivant:

Serge Marx, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

Luxembourg, le 3 août 2006.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03686. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087424.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

93123

SNOWDROP S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 80.455.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg, le 30 juin 2006 a pris acte de la démission de Monsieur Jean Hoffmann de son mandat d'administrateur à partir de l'exercice 2006.

Monsieur Jean-Yves Nicolas, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a été nommé en son remplacement.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2006, réf. LSO-BT00661. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(085167.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2006.

SER CO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 102.146.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg, le 30 juin 2006 a pris acte de la démission de Monsieur Jean Hoffmann de son mandat d'administrateur à partir de l'exercice 2006.

Monsieur Jean-Yves Nicolas, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a été nommé en son remplacement.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2006, réf. LSO-BT00654. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(085170.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2006.

CALLISTA HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R. C. Luxembourg B 106.386.

En vertu de la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires du 20 juin 2006, sont nommés: comme nouveaux administrateurs:

- Monsieur Holmberg Mikael, demeurant à L-3365 Leudelange 7, rue de Roedgen,
- Monsieur Arens Pierre, demeurant à L-6917 Roodt /Syr 22, rue Gronn,
- Madame Gloesener Nadine, demeurant à L-9190 Vichten 53 a, rue Principale,

en remplacement de:

- Monsieur Marc Hilger, demeurant à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy,
- Monsieur Bontemps Romain, demeurant à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy,
- Monsieur Weber Ronald, demeurant à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy,

comme nouveau commissaire aux comptes:

- Monsieur Wecker Gilles demeurant à L-1272 Luxembourg 62, rue de Bourgogne,

en remplacement de:

- ABAX AUDIT dont le siège social est situé à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy.

Les mandats des nouveaux administrateurs et du nouveau commissaire aux comptes viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER ET BONTEMPS

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03500. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087299.3//27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

93124

CHABANA S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 34.721.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2006

Sont renommés administrateurs pour une durée de six ans, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011:

- Monsieur Fabio Riva, industriel, demeurant à Milan (Italie), Président;
- Monsieur Mauro Pozzi, administrateur de sociétés, demeurant à Séville (Espagne);
- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit et maître en sciences économiques, demeurant à Luxembourg.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2006:

- MAZARS, réviseur d'entreprises et experts-comptables, L-1235 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03664. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087571.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

STAHLBETEILIGUNGEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 14.849.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2006

Sont renommés administrateurs pour une durée de six ans, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011:

- Monsieur Fabio Riva, industriel, demeurant à Milan (Italie), Président;
- Monsieur Mauro Pozzi, administrateur de sociétés, demeurant à Séville (Espagne);
- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit et maître en sciences économiques, demeurant à Luxembourg.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2006:

- MAZARS, réviseur d'entreprises et experts-omptables, L-1235 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03656. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087580.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

ALUDORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 67.021.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 novembre 2005 que l'assemblée a décidé à l'unanimité de:

- reconduire pour une durée de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale de 2011, le mandat d'administrateur des personnes suivantes:

- Massimo Bagni, avec adresse professionnelle à I-37135 Verona, 20, Via Dominutti;
- Victor Elvinger, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich;
- Catherine Desso, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich;

- reconduire pour une durée de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale de 2011, le mandat du commissaire aux comptes suivant:

- Serge Marx, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

Luxembourg, le 3 août 2006.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03685. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087429.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

93125

SOFIGEST, Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-5772 Weiler-la-Tour, 14, rue de Hassel.
R. C. Luxembourg B 76.774.

L'an deux mille six, le dix-neuf juillet.
Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Raymond Molling, expert-comptable, demeurant à L-5772 Weiler-la-Tour, 16, rue de Hassel;
- 2) Madame Laure Bisenius, comptable, demeurant à L-5772 Weiler-la-Tour, 16, rue de Hassel.

Lesquels comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée SOFIGEST, avec siège social à L-5772 Weiler-la-Tour, 14, rue de Hassel, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 76.774, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 26 juin 2000, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 833 du 14 novembre 2000.

Réunis en assemblée générale, les comparants ont prié le notaire instrumentant de dresser acte des résolutions suivantes qu'ils ont prises à l'unanimité:

Première résolution

Les associés décident de comprendre dans l'objet social de la société l'exercice de toutes les activités relevant de la profession d'expert-comptable et de modifier, par conséquent, l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société a pour objet l'exercice de toutes les activités relevant des profession d'expert-comptable, de conseil économique, de conseil fiscal et de comptable.

Elle pourra effectuer des prestations et donner des consultations dans les domaines économiques, financiers, administratifs, fiscaux et qui se rapportent à la fondation, à la domiciliation, à l'organisation et à la gestion d'entreprises et de sociétés et, de manière générale, exercer toutes activités qui ne sont pas incompatibles avec les professions d'expert-comptable, de conseil économique, de conseil fiscal et de comptable.

La société pourra prendre des participations dans toute société exerçant des activités similaires, complémentaires ou susceptibles de favoriser le développement de l'activité principale.»

Deuxième résolution

Les associés confirment que selon le procès-verbal de réunion des associés de la société à responsabilité limitée SOFIGEST en date du 31 mars 2006, la démission de Madame Laure Bisenius de son poste de gérante a été acceptée et pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat lui a été accordée. Par conséquent, la société est gérée par son gérant unique Monsieur Raymond Molling et vis-à-vis des tiers, et sauf pouvoirs spéciaux, la société est engagée sans limitation et en toutes circonstances par la signature du gérant.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société en raison du présent acte à six cent cinquante euros (650,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Weiler-la-Tour, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé la présente minute avec le notaire.

Signé: R. Molling, L. Bisenius, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 26 juillet 2006, vol. 920, fol. 3, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 28 juillet 2006.

G. d'Huart.

(088085.3/207/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

REPCO 26 S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 118.327.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-eighth of June.
Before Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. The Company RETAIL PROPERTIES INVESTMENTS TRUST, S.à r.l., société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg B 110.464,

here represented by Maître Laurent Bizzotto, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

2. The Company MARCOL EUROPE S.A., société anonyme, incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, R.C.S. Luxembourg B 108.592, here represented by Maître Laurent Bizzotto, prenamed,

by virtue of a proxy given under private seal.

These proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, duly represented, acting in their respective capacities, have requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the «Articles») of a company, which they declare to establish as follows:

Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Name. There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, a public limited liability company (*société anonyme*) under the name of REPCO 26 S.A. (the «Company»).

Art. 2. Registered Office

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company (the «General Meeting»), deliberating in the manner provided for amendments to these Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»).

2.2 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate Objects

4.1 The object of the Company is to directly or indirectly invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of assets as they may be composed from time to time.

4.2 The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any company or enterprise in any form whatsoever and the administration, management control and development of those participations. The Company shall manage its portfolio from Luxembourg including assets located in another jurisdiction.

4.3 The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and to grant to companies in which the Company has a participation and/or affiliates, any assistance, loan, advance or guarantee.

4.4 The Company may secure the payment of any moneys, the discharge of any liabilities and the observance or performance of any kind of obligations by the Company or its subsidiaries by any charge over the whole or any part of the undertaking or assets of the Company including, but not limited to, the real estate it owns directly and indirectly and the shares it holds in its subsidiaries.

4.5 In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

4.6 The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

Art. 5. Share Capital

5.1 The subscribed capital of the Company is set at thirty-three thousand Euro (EUR 33,000.-), represented by three thousand three hundred (3,300) shares having a par value of ten Euro (EUR 10.-) each, divided into eight hundred and twenty-two (822) class B shares (the «B Shares») and two thousand four hundred and seventy-eight (2,478) class A shares (the «A Shares») and, together with the B Shares, hereinafter the «Shares».

Each holder of A Shares shall be an A Shareholder (each an «A Shareholder») and each holder of B Shares shall be a B Shareholder (each a «B Shareholder»), and together with the A Shareholders, hereinafter the «Shareholder(s)»

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 6. Shares

6.1 The Shares of the Company shall be in registered form.

6.2 A register of Shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of Shares will be established by an entry in this register.

Certificates of these entries will be taken from a counterfoil register and signed by the chairman of the Board of Directors and one other director.

6.3 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (*usufruitier*) and a bare owner (*nu-proprétaire*) or between a pledgor and a pledgee.

6.4 Unpaid amounts, if any, on issued and outstanding Shares may be called at any time (regardless of their class) at the discretion of the Board of Directors, provided however that calls shall be made on all the Shares in the same proportion and at the same time. Any sum, the payment of which is in arrears, automatically attracts interest in favour of the Company at the rate of ten (10) per cent per year calculated from the date when payment was due.

6.5 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Luxembourg act dated 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the «Companies Act»).

6.6 Transfer of Shares

6.6.1 No Share shall be transferred by any Shareholder otherwise than in accordance with these Articles provided that the provisions of this Article 6.6 and Articles 6.7, 6.10, 6.11 and 6.12 shall not apply in relation to the transfer of any Share pursuant to the enforcement of any security interests of any bank or other lender or any nominee thereof which secure or otherwise relate to any borrowings or other indebtedness of the Company or any of its subsidiaries to such bank or other lender or any nominee thereof.

6.6.2 Subject to the provisions of Article 6.6.1, any Shareholder may transfer any or all of its Shares to any of its associates (an «Associate», the term Associate meaning, in relation to a corporate entity, a direct or indirect wholly-owned subsidiary or direct or indirect parent company which directly or indirectly owns all the shares in the relevant corporate entity or which is a direct or indirect wholly-owned subsidiary of the direct or indirect parent company which directly or indirectly owns all the shares in the relevant corporate entity), provided that before the transferee ceases to be an Associate of the transferor the transferee shall transfer those Shares to the transferor or to another Associate of the transferor, failing which the rights to income and capital and the voting rights attributable to the Shares shall be suspended until such time as those Shares are so transferred to the original transferor or to an Associate thereof.

6.6.3 Subject only to the provision of Article 6.6.2, but without limitation to the provisions of Article 6.6.1, no Share shall be transferred by any Shareholder:

(a) until the third anniversary of the date of incorporation of the Company, without the prior written consent of the holder or holders of a majority of the A Shares and the holder or holders of a majority of the B Shares; or

(b) without limitation to paragraph (a) above:

(i) unless and until the rights of pre-emption hereinafter conferred have been complied with; and

(ii) unless the requirements of Article 6.10.2 have been complied with (in circumstances where Article 6.10 applies) or the requirements of Article 6.11.2 have been complied with (in circumstances where Article 6.11 applies).

6.6.4 Provided that and for so long as the A Shareholder has granted security rights over the A Shares, if the B Shareholder transfers the B Shares to a transferee who is not a member of HBOS Group (the «B Transferee»), the B Shareholder shall procure that the B Transferee will grant upon transfer the same security rights over the B Shares (and to the same party) as the security rights granted by the A Shareholder over the A Shares. Any transfer made in violation of this clause shall be void and shall not be registered in the Company's shares register.»

6.6.5 Provided that and for so long as the A Shareholder has granted security rights over the A Shares, if the B Shareholder is not or ceases to be a member of HBOS Group, the B Shareholder shall grant the same security rights over the B Shares (and to the same party) as the security rights granted by the A Shareholder over the A Shares. Any B Shareholder who fails to comply with this clause shall not be entitled to receive any dividends and any dividends declared and payable to such B Shareholder shall be blocked until the B Shareholder complies with this clause.

6.6.6 In Articles 6.6.4 and 6.6.5 above and in Article 19.5 below, HBOS Group means HBOS PLC and any of its subsidiaries from time to time.

6.7 Permitted Transfers

6.7.1 Subject to Article 6.6.3(a) and Article 6.6.4 and save in the case of a transfer to which Article 6.6.2 applies (and to which the rights of preemption hereinafter conferred shall not apply), any person (a «Proposing Transferor») proposing to transfer any Shares («Sale Shares») shall give notice of such proposal in writing (a «Transfer Notice») to the Company stating the number of Sale Shares the Proposing Transferor wishes to transfer, the person to whom the Proposing Transferor proposes to transfer the Sale Shares (the «Proposed Transferee») and the proposed price to be paid for the Sale Shares. The Transfer Notice shall be accompanied by the Proposing Transferor's share certificate(s) in respect of the Sale Shares which are the subject of the relevant Transfer Notice and duly executed blank transfers in respect thereof. The Company shall immediately notify the other Shareholders of the receipt and contents of the Transfer Notice and, forthwith after the Prescribed Price of the Sale Shares has been fixed in accordance with Article 6.7.9, shall by notice in writing (the «Offer Notice») offer the Sale Shares to the other Shareholders (other than any Shareholder who is an Associate of the Proposing Transferor) at the Prescribed Price in the manner provided in Articles 6.7.2 to 6.7.4. The Transfer Notice shall constitute the Company the agent of the Proposing Transferor for the sale of all (but not some of) the Sale Shares comprised in the Transfer Notice to any such Shareholder or Shareholders willing and, pursuant to Article 6.7.2, entitled to purchase Sale Shares (each a «Purchasing Shareholder») at the Prescribed Price. A Transfer Notice shall not be revocable except with the approval of the Board of Directors.

6.7.2 The Sale Shares shall be offered to the Shareholders of the Company (other than the Proposing Transferor or any Associate thereof) pro rata to the holdings of each Shareholder in question in the manner described in Article 6.7.3 below. The Offer Notice shall invite each Shareholder entitled to purchase Sale Shares to state in its reply the number of additional Sale Shares (if any) in excess of its proportion which it wishes to apply to purchase. If any Shareholders entitled to purchase Sale Shares do not accept the offer in respect of their respective proportions in full the Company shall use the Sale Shares not so accepted to satisfy applications for additional Sale Shares by any Shareholders who have accepted the offer in respect of their respective proportion in full and who have indicated that they would be prepared to accept Sale Shares in excess of their pro rata entitlement, as nearly as this may be in proportion to the number of Shares already held by them respectively, provided that no Shareholder shall be obliged to purchase more Sale Shares than it shall have applied for. If any Sale Shares shall not be capable without fractions of being offered to the Shareholders in proportion to their existing holdings of Shares, the same shall be offered to the Shareholders, or some of them, in such proportions or in such manner as may be determined by lots drawn in regard thereto, and the lots shall be drawn in such manner as the Board of Directors may think fit.

6.7.3 The Offer Notice shall be accompanied by a copy of any auditors' certificate required under Article 6.7.9 and shall state the names of the Proposing Transferor and the Proposed Transferee and the Prescribed Price per Sale Share and shall require that acceptances of the offer contained in the Offer Notice must be received by the Company in writing within 21 business days of the date of the Offer Notice, failing which any purported acceptance of such offer will be invalid. The Offer Notice shall further state that the offer of the Sale Shares contained therein is conditional upon acceptances being received from Purchasing Shareholders in accordance with this Article 6.7 in respect of all the Sale Shares.

6.7.4 If Article 6.10 (Tag Along - Specific) or Article 6.11 (Tag Along - General) also applies to any proposed transfer of Sale Shares to which this Article 6.7 applies, the Offer Notice shall in addition describe the terms of the B Shareholder Offer made pursuant to Article 6.10 or, as the case may be, the Mandatory Offer made pursuant to Article 6.11 and shall require each B Shareholder (if a B Shareholder Offer) or each Shareholder (if a Mandatory Offer) to state in writing within 21 business days of the date of the Offer Notice, if such B Shareholder or such Shareholder does not wish to buy Sale Shares, whether such B Shareholder wishes to exercise its right to accept the B Shareholder Offer made pursuant to Article 6.10, or, as the case may be, such Shareholder wishes to exercise its right to accept the Mandatory Offer made pursuant to Article 6.11. If no written notice is received from a B Shareholder (in the case of a B Shareholder Offer) or from a Shareholder (in the case of a Mandatory Offer) within such period of 21 business days such B Shareholder or such Shareholder shall be deemed not to have accepted the B Shareholder Offer or, as the case may be, such Mandatory Offer.

6.7.5 If Purchasing Shareholders shall be found for all (and not part only of) the Sale Shares within the appropriate period specified in Article 6.7.3 above, the Company shall not later than 7 business days after the expiry of such appropriate period give notice in writing (a «Sale Notice») to the Proposing Transferor specifying the Purchasing Shareholders and the Proposing Transferor shall be bound upon payment of the price due in respect of all the Sale Shares to transfer the Sale Shares to the Purchasing Shareholders. The Purchasing Shareholders shall within 14 business days of the issue of such Sale Notice complete the purchase from the Proposing Transferor of the Sale Shares at the Prescribed Price.

6.7.6 If in any case the Proposing Transferor after having become bound as aforesaid makes default in transferring any Sale Shares, the Company may receive the purchase money on its behalf, and the defaulting Proposed Transferor shall appoint the Company to transfer such Sale Shares in favour of the Purchasing Shareholders. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the Purchasing Shareholders. The Company shall hold the purchase money on trust for the Proposing Transferor without any obligation to pay interest. If any transfer of Sale Shares required as aforesaid is not completed for any reason other than any failure by the Company to comply with the provisions of these Articles or the Proposing Transferor's default within 14 business days of the issue of a Sale Notice, then the certificates and duly completed transfer in respect of the Sale Shares shall be returned to the Proposing Transferor and the Proposing Transferor may sell such Sale Shares to the Proposed Transferee in accordance with Article 6.7.7 below.

6.7.7 Subject to the Proposed Transferee having complied with the provisions of Article 6.10 or, as the case may be, Article 6.11 in circumstances where Article 6.10 or Article 6.11 applies to the proposed transfer of Sale Shares, if the Company does not give a Sale Notice to the Proposing Transferor within the time specified in Article 6.7.5 above (in circumstances where Purchasing Shareholders have not been found for all of the Sale Shares and therefore it is not required to give a Sale Notice under Article 6.7.5) the Proposing Transferor shall, during the period of 30 business days next following the expiry of the time so specified be at liberty to transfer all or any of the Sale Shares to the Proposed Transferee at the Prescribed Price and otherwise upon terms no more favourable to the Proposed Transferee than those stated in the Transfer Notice. If Purchasing Shareholders are found for all Sale Shares and therefore the Company is obliged to give a Sale Notice under Article 6.7.5 and fails to do so then (without limitation to any other right or remedy which may be available to any party) the Proposing Transferor shall not be at liberty to transfer all or any of the Sale Shares to the Proposed Transferee.

6.7.8 All Shares transferred pursuant to this Article 6.7 shall be transferred with full title guarantee and free from all encumbrances together with all rights, benefits and advantages attached thereto as at the date of the Transfer Notice except the right to any dividend declared but not paid prior to the date of the relevant Transfer Notice in respect of the Shares.

6.7.9 The «Prescribed Price» of any Sale Shares (and the price at which any Mandatory Offer, B Shareholder Offer (as defined below) or the compulsory purchase of the Remaining Shares (as defined below) shall be made) for the purposes of these Articles), shall be either:

(a) the price per Sale Share stated in the relevant Transfer Notice in accordance with Article 6.7.1, provided this represents a bona fide offer from a party unconnected with the Proposing Transferor capable of completing the purchase (and in the case of any dispute or question concerning any such third party or its offer or its capacity to complete the same any Shareholder willing to purchase may require a certificate from the auditors as to any such matter); or

(b) if there shall be no offer capable of certification as aforesaid, such price per Sale Share as may be agreed between the Proposing Transferor and at least one A Director and the B Director in default of such agreement within 14 business days of the date of the Transfer Notice, as the auditors shall certify in writing to be, in their opinion, having taken all relevant circumstances into account, the fair selling value thereof as between a willing vendor and a willing purchaser. In so certifying the said auditors shall be considered to be acting as experts and not as arbitrators and their decision shall be final and binding on the relevant parties. For the purposes of any such certificate or valuation the Proposing Transferor and the Board of Directors shall permit the auditors to have access to such information as they may consider reasonably necessary in order to give their certificate. The fees and expenses of the auditors shall be borne as to one half by the Proposing Transferor and as to the other half by the Purchasing Shareholders (pro-rata to the number of Sale Shares purchased).

6.8 The directors may, in their absolute discretion and without assigning any reason therefore, decline to register, or suspend registration in respect of, any transfer of any Share, whether or not it is a fully paid Share, other than any transfer made pursuant to and in accordance with Article 6.6 (including, without limitation, any transfer pursuant to the enforcement of any security interests of any bank or other lender or any nominee thereof referred to in the proviso to Article 6.6.1) or Articles 6.7, 6.10, 6.11 or 6.12 which transfer the directors shall register subject to payment of the appropriate stamp or other duties.

6.9 Save as provided in Article 6.7 above the instrument of transfer of a Share shall be signed by or on behalf of the transferor and the transferor shall be deemed to remain the holder of the Share until the name of the transferee is entered in the register of shareholders of the Company in respect thereof; provided that in the case of a partly paid Share the instrument of transfer must also be signed by the transferee.

6.10 Tag Along - Specific

6.10.1 This Article 6.10 applies in circumstances where any B Shareholder or any of its Associates holds any Shares and a transfer of Shares by an A Shareholder or any of its Associates (other than a transfer to an Associate made under Article 6.6.2 or a transfer to which Article 6.11 (Tag Along - General applies) would, if registered, result in the A Shareholders and its Associates together holding 50% or less of the Shares in issue.

6.10.2 No transfer of any Share to which this Article 6.10 applies may be made or registered unless the Proposed Transferee has made an offer (the «B Shareholder Offer») to the B Shareholders to purchase all the Shares held by the relevant B Shareholder on the terms set out in Article 6.10.3.

6.10.3 The B Shareholder Offer shall be at the Prescribed Price and shall be open for acceptance for a period of not less than 21 business days or, if later, until the end of the period of 21 business days referred to in Article 6.7.4 above within which the B Shareholders are required to respond to the relevant Offer Notice. The B Shareholder Offer shall be conditional only on the Company not giving or being required to give a Sale Notice to the A Shareholders or its relevant Associate (as the Proposing Transferor) within the time specified in Article 6.7.5. The B Shareholders shall within 14 business days of acceptance of the B Shareholder Offer complete the sale of its Shares to the Proposed Transferee at the Prescribed Price, otherwise (unless the Proposed Transferee is in default) the Proposed Transferee shall not be obliged to complete the B Shareholder Offer in respect of the Shares of any B Shareholder.

6.10.4 Immediately upon the Proposed Transferee having made the B Shareholder Offer, the Proposed Transferee will notify the Company thereof to enable the Company to describe the terms of the B Shareholder Offer in the relevant Offer Notice in accordance with Article 6.7.4.

6.11 Tag Along - General

6.11.1 This Article 6.11 applies when a transfer of Shares (other than a transfer to an Associate made under Article 6.2) would, if registered, result in a person and any other person (each being «a Shareholder of the Purchasing Group») together holding more than 50% of the Shares in issue.

6.11.2 No transfer of any Share to which this Article 6.11 applies may be made or registered unless the Proposed Transferee has made an offer (the «Mandatory Offer») to each holder of Shares (which may or may not include the Proposing Transferor) (the «Mandatory Offer Shareholders») to purchase all the Shares held by them on the terms set out in Article 6.11.3.

6.11.3 The Mandatory Offer shall be at the Prescribed Price and shall be open for acceptance for a period of not less than 21 business days or, if later, until the end of the period of 21 business days referred to in Article 6.7.4 above within which Shareholders are required to respond to the relevant Offer Notice. The Mandatory Offer shall be conditional only on the Company not giving or being required to give a Sale Notice to the Proposing Transferor within the time specified in Article 6.7.5. The Mandatory Offer Shareholders shall within 14 business days of acceptance of the Mandatory Offer complete the sale of their Shares to the Proposed Transferee at the Prescribed Price, otherwise (unless the Proposed Transferee is in default) the Proposed Transferee shall not be obliged to complete the Mandatory Offer in respect of the Shares of any Mandatory Offer Shareholder who has not completed such sale.

6.11.4 Immediately upon the Proposed Transferee having made the Mandatory Offer, the Proposed Transferee will notify the Company thereof to enable the Company to describe the terms of the Mandatory Offer in the relevant Offer Notice in accordance with Article 6.7.4.

6.12 Drag Along

6.12.1 This Article 6.12 applies when a transfer of Shares to which Article 6.11 (Tag Along - General) applies and has been applied (which excludes, for the avoidance of doubt, a transfer to an Associate under Article 6.6.2 or a transfer to which Article 6.10 (Tag Along - Specific) applies) results in a person and any other person or persons (each being «a Shareholder of the Purchasing Group») together holding more than 50% of the Shares in issue.

6.12.2 If a transfer to which this Article applies results in a Shareholder of the Purchasing Group holding more than 50% of the Shares in issue, the Shareholder of the Purchasing Group may, by serving a notice (a «Compulsory Purchase Notice») on each Mandatory Offer Shareholder who has not accepted and completed the Mandatory Offer (a «Remaining Shareholder») within 14 business days of the transfer, require all the Remaining Shareholders to sell all their Shares (the «Remaining Shares») at the Prescribed Price to one or more persons identified by the Shareholder of the Purchasing Group («Transferees»).

6.12.3 Remaining Shares subject to a Compulsory Purchase Notice shall be sold and purchased in accordance with the provisions of Articles 6.12.4 to 6.12.6.

6.12.4 No later than 14 business days after the service of a Compulsory Purchase Notice (the «Completion Date»), the Remaining Shareholders shall deliver stock transfer forms for the Remaining Shares, together with the relevant share certificates, to the Company. On the Completion Date the Company shall pay the Remaining Shareholders, on behalf of each of the Transferees, the Prescribed Price for the Remaining Shares to the extent the Transferees have put the

Company in the requisite funds. The Company's receipt for the price shall be a good discharge to the Transferees. The Company shall hold the price in trust for the Remaining Shareholders without any obligation to pay interest.

6.12.5 If the Transferees have not, by the Completion Date, put the Company in funds to pay for all the Remaining Shares, the Remaining Shareholders shall be entitled to the return of the stock transfer forms and share certificates for the Remaining Shares and the Remaining Shareholders shall have no further rights or obligations under Article 6.11 in respect of those Remaining Shares.

6.12.6 If a Remaining Shareholder fails to deliver stock transfer forms and share certificates for the Remaining Shares of such Remaining Shareholder to the Company by the Completion Date, the Company may authorise some person to execute a transfer or transfers of such Remaining Shares on the Remaining Shareholder's behalf to each Transferee to the extent that the Transferee has, by the Completion Date, put the Company in funds to pay the Prescribed Price for the Remaining Shares offered to it. The defaulting Remaining Shareholder shall surrender its share certificates for the Remaining Shares to the Company. On surrender, it shall be entitled to the Prescribed Price for the Remaining Shares.

6.12.7 While this Article 6.12 applies to a Remaining Shareholder's Shares, those Shares may not be transferred otherwise than under this Article 6.12.

Management - Supervision

Art. 7. Appointment and Dismissal of Directors

7.1 The directors shall be not more than five (5) in number and shall be appointed for a term not exceeding six (6) years by the General Meeting. The directors may be dismissed at any time at the sole discretion of the General Meeting. The holder or holders of a majority of the A Shares (and in the case of an equality of holdings the holder first named in the register of Shareholders of the Company) shall be entitled to propose a list of six candidates out of which the General Meeting shall appoint three directors who shall be known as the «A Directors» (the «A Directors»). The holder or holders of a majority of the B Shares shall be entitled to propose a list of two candidates out of which the General Meeting shall appoint one director who shall be known as the «B Director» (the «B Director»).

7.2 The majority of the members of the Board of Directors shall always be resident in Luxembourg. Any appointment of director which would lead to a breach of this Article 7.2 shall be void.

7.3 Retiring members of the Board of Directors are eligible for reelection.

7.4 In the event of a vacancy of an A Director because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board of Directors shall appoint by majority vote a new A Director out of a list of two candidates proposed by the holders of A Shares. In the event of a vacancy of a B Director because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board of Directors shall appoint by a majority vote a new B Director out of a list of two candidates proposed by the holders of B Shares.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors

8.1 The Board of Directors will elect from among its members a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

8.2 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board of Directors. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board of Directors will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

8.3 Meetings of the Board of Directors are convened by the chairman or by any other two members of the Board of Directors.

8.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board of Directors. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least eight (8) days' prior written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

8.5 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg.

8.6 The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail addressed to all members of the Board of Directors of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors. Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

8.7 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail another director as his proxy, provided that a director who is not resident in the UK for UK tax purposes may not appoint a person who is resident in the UK for UK tax purposes as his proxy. Further, a director who is not resident in Germany for German tax purposes may not appoint a person who is resident in Germany for German tax purposes as his proxy.

8.8 A director, other than a director who is resident in the UK for UK tax purposes, or a director who is resident in Germany for German tax purposes may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

8.9 Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. No director may participate in this way if that director is physically present in the UK or Germany, and any meeting where one or more directors is physically present in the UK or Germany shall not be duly convened and any decision taken at any such meeting shall be void. A conference call where the majority of the participants are physically present in Luxembourg shall be deemed to be held in Luxembourg.

8.10 The Board of Directors can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

8.11 A director having a personal interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the Board of Directors shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the Board of Directors. At the next General Meeting, before votes are taken in any other matter, the Shareholders shall be informed of those cases in which a director had a personal interest contrary to that of the Company.

8.12 If a quorum of the Board of Directors cannot be reached due to a conflict of interest, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board of Directors present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

8.13 All decisions at a meeting of the Board of Directors shall be taken by the majority of those directors present or represented and voting.

8.14 Notwithstanding the provisions of Article 8.11, no contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is a director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall (except with the prior written consent of all the Shareholders), merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors. The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes and signed by the chairman or by any two other directors or by the members of the meeting's board («bureau»). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

No actions in this Article 9 may be completed in the UK nor may minutes of meetings of the Board of Directors be prepared in the UK.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by these Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

The Board of Directors may entrust and delegate the daily management and representation of the Company's business to one or more persons, whether directors or not, who shall be resident in Luxembourg and exercise his function at the registered office. The delegation in favour of a member of the Board of Directors is subject to the prior authorisation of the shareholders given in General Meeting.

The Company shall be validly bound towards third parties by the joint signatures of any two directors in all matters. The Company shall also be validly bound towards third parties by the single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 12. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a Shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Audit. The audit of the Company's annual accounts shall be entrusted to one or several statutory auditors (commissaire aux comptes), or to one or several auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the General Meeting which shall fix their number, remuneration, and their term of office; such office not to exceed six (6) years.

The statutory auditor(s) or the auditor(s) may be re-elected and removed at any time.

General Meetings of Shareholders

Art. 14. Powers of the General Meeting of Shareholders

14.1 The General Meeting properly constituted represents the entire body of Shareholders. It has the powers conferred upon it by the Companies Act and these Articles.

14.2 None of the following actions or decisions (the «Reserved Shareholder Matters») shall be undertaken by the Board of Directors, the Company, any subsidiary of the Company or any of the officers or Directors of the Company unless such matter is either unanimously approved by the Shareholders in writing (to the extent legally possible), or approved by a resolution of Shareholders at a General Meeting at which all those Shareholders present and entitled to vote, vote in favour of the resolution.

14.3 The Reserved Shareholder Matters are as follows:

- (a) altering the Articles;
- (b) changing the authorised or issued share capital of the Company or the rights attaching thereto;
- (c) setting up offices, administrative centres and agencies outside of the Grand Duchy of Luxembourg;

(d) the approval of any business plan produced from time to time by the Board of Directors («Business Plan»), together with any material amendment to such Business Plan;

(e) except as otherwise required by law, the decision to place the Company in liquidation or other external administration;

(f) all matters which Luxembourg law requires to be approved either unanimously by Shareholders or by a two-thirds majority of votes cast by Shareholders at a general meeting;

(g) any material borrowing or raising of any money and any associated hedging agreements or derivatives, unless such borrowing or money raising or hedging agreement are contemplated by or set out in the Business Plan (as amended from time to time in accordance with (d) above);

(h) any acquisition or disposal of any material property of the Company unless such acquisition or disposal is contemplated by or set out in the Business Plan (as amended from time to time in accordance with (d) above); and

(i) the creation of any pledge, mortgage, encumbrance or any security interest over all or substantially all of the assets of the Company unless such pledge, mortgage, encumbrance or any security interest is contemplated by set out in the Business Plan (as amended from time to time in accordance with (d) above).

Art. 15. Annual General Meeting of Shareholders - Other General Meetings

15.1 The annual general meeting of the Shareholders of the Company (the «Annual General Meeting») shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the 1st Monday in May of each year at 6.00 p.m.

15.2 If such day is a legal holiday, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day.

15.3 The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

15.4 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. Proceedings - Vote

16.1 General Meetings shall meet upon call of the Board of Directors or, if exceptional circumstances require, by any two directors acting jointly.

16.2 It shall be necessary to call a General Meeting whenever a group of Shareholders representing at least one fifth of the subscribed capital requires. In such case, the concerned Shareholders must indicate the agenda of the meeting.

16.3 Shareholders will meet upon call by registered letter on not less than eight (8) days' prior notice. All notices calling General Meetings must contain the agenda for such meetings.

16.4 If all Shareholders are present or represented at the General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

16.5 Any Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be Shareholder.

16.6 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a General Meeting.

16.7 Each Share entitles its Shareholder to one (1) vote.

16.8 Except as otherwise required by the Companies Act or pursuant to the terms of Article 14, resolutions at a General Meeting duly convened will be passed by a simple majority of the Shareholders present or represented and voting, without any quorum requirements.

16.9 Before commencing any deliberations, the chairman of the General Meeting shall appoint a secretary and the Shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the meeting's board.

16.10 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the meeting's board and by any Shareholder who wishes to do so.

16.11 However, if decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board of Directors or any two other directors.

Financial Year - Annual Accounts - Distribution of Profits

Art. 17. Financial Year. The Company's financial year shall begin on 1 January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 18. Annual Accounts

18.1 Each year, at the end of the financial year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Act.

18.2 At the latest one month prior to the Annual General Meeting, the Board of Directors will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor or auditor who will thereupon draw up his report.

18.3 A fortnight before the Annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the board's report, the statutory auditor's or auditor's report and such other documents as may be required by the Companies Act shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

Art. 19. Distribution of Profits

19.1 The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, social charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the Board of Directors represents the net profit.

19.2 Every year five (5) per cent of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital.

19.3 The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting.

19.4 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board of Directors within the limits of the decision of the General Meeting.

19.5. Subject to any other agreement with the A Shareholder providing otherwise, in the event that (i) the B Shareholder is not or ceases to be a member of HBOS Group or (ii) transfers the B Shares to a B Transferee, any dividend declared but unpaid or any other distribution (including, without limitation, any repayment, or payment of interest of a shareholder loan) shall not be paid to the B Shareholder until the shareholder of the A Shareholder receives the proceeds relating to such declared dividend or other distribution.

19.6 The General Meeting may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursements of the capital without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by unanimous decision of all the Shareholders at a General Meeting.

Art. 21. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the General Meeting, will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers.

General Provision

Art. 22. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the provisions of the Companies Act.

Subscription - Payment

Thereupon, the appearing parties, here represented as stated here above, declare to subscribe to the shares as follows:

Shareholders	Subscribed capital (in EUR)	Paid-in capital (in EUR)	Number of shares
- RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., prenamed	24,780	24,780	2,478 A
- MARCOL EUROPE S.A., prenamed	8,220	8,220	822 B
Total	33,000	33,000	3,300

The three thousand three hundred (3,300) shares of the Corporation have been entirely subscribed by the subscribers and entirely paid in cash, so that the amount of thirty-three thousand Euro (EUR 33,000.-) is at the free disposal of the Corporation, as was certified to the notary executing this deed.

The three thousand three hundred (3,300) shares of the Corporation have been entirely subscribed by the subscribers and entirely paid in cash, so that the amount of thirty-three thousand Euro (EUR 33,000.-) is at the free disposal of the Corporation, as was certified to the notary executing this deed.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2006.

The first annual general meeting of shareholders will be held in 2007.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately two thousand six hundred and fifty Euro.

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named persons, duly represented as here above stated, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the extraordinary general meeting of shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The registered office of the Corporation is set at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

2. The number of directors is fixed at 4 (four) and the number of auditors at 1 (one);

3. The following persons are appointed as directors A:

- Mr Pierre Metzler, Lawyer, born in Luxembourg on December 28, 1969, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

- Mr François Brouxel, Lawyer, born in Metz (France), on September 16, 1966, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

- Ms Samia Rabia, Lawyer, born in Longwy (France), on February 10, 1974, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

4. Has been appointed as ordinary director:

- Mr Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, born in Beirut (Lebanon), on June 29, 1966, residing professionally at L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

5. Has been appointed as auditor:

- The company KPMG AUDIT, S.à r.l., with registered office at 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 103.590.

6. The term of office of the directors A and of the ordinary Director shall end at the end of the annual general meeting of shareholders to be held in two thousand and seven (2007).

7. The term office of the auditor and of the director B shall end at the end of the annual general meeting of shareholders to be held in two thousand and seven (2007).

8. The board of directors is authorised to delegate the daily management of the Corporation and the representation of the Corporation in connection therewith to any member or members of the board or to any committee (the members of which need not be directors).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders, known by the notary by surnames, Christian names, civil status and residences, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-huit juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. La société RETAIL PROPERTIES INVESTMENTS TRUST, S.à r.l. société à responsabilité limitée, constituée selon le droit luxembourgeois et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg B 110.464,

dûment représentée par Maître Laurent Bizzotto, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée; et

2. La société MARCOL EUROPE S.A., société anonyme, constituée selon le droit luxembourgeois et ayant son siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, R.C.S. Luxembourg B 108.592,

dûment représentée par Maître Laurent Bizzotto, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée.

Ces procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont prié le notaire d'acter les statuts suivants d'une société anonyme régie par les lois applicables et les présents statuts:

Nom - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Nom Il est créé, par les souscripteurs et toute personnes qui deviendra par la suite propriétaire des actions, une société anonyme, prenant la dénomination de REPCO 26 S.A. (la «Société»).

Art. 2. Siège social

2.1 La Société a son siège social à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale»), délibérant de la manière prévue pour la modification des Statuts. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par une décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration»).

2.2 Dans l'hypothèse où des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social qui sont de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et des pays étrangers, arrivent ou sont imminentes le siège social pourra être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Un tel transfert n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société qui reste une société luxembourgeoise. La décision de transfert provisoire du siège social à l'étranger sera prise et notifiée aux tiers par un dirigeant de la Société, le mieux placé pour le faire dans de telles circonstances.

Art. 3. Durée La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social

4.1 L'objet de la Société est d'investir, directement ou indirectement, dans des biens immobiliers, d'établir, gérer, développer et disposer des biens tels qu'ils seront au fil du temps.

4.2 La Société peut également accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société gère son portefeuille, en ce compris les biens situés dans une autre juridiction, à partir de Luxembourg.

4.3 De plus, la Société peut établir, gérer, développer et disposer d'un portefeuille de valeurs mobilières et brevets quelle que soit l'origine, acquérir, par le biais d'investissement, souscription ou option, des valeurs mobilières et brevets, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autre, et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient des participations et/ou est affiliée, assistance, des prêts, avances ou garanties.

4.4 La Société peut garantir le paiement de toute espèce, le paiement de toute dette et le respect ou l'exécution de toute obligation de la Société ou de ses filiales en grevant tout ou partie des actifs ou biens de la Société y inclus, sans être limité, les biens immobiliers qu'elle détient directement ou indirectement, et ses participations dans ses filiales.

4.5 De manière générale, la Société peut prendre toute mesure et accomplir toute opération y compris, sans être limité à, toute opération de nature commerciale, financière, personnelle et immobilière qu'elle estime nécessaire ou utile à la réalisation et au développement de ses objets.

4.6 La Société peut emprunter de quelque manière que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou autres instruments représentatifs de dette.

Art. 5. Capital social

5.1 Le capital social souscrit de la Société s'élève à trente-trois mille euros (EUR 33.000,-), représenté par trois mille trois cents (3.300) actions ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune, divisées en huit cent vingt-deux (822) actions de catégorie B (les «Actions B») et deux mille quatre cent soixante-dix-huit (2.478) actions de catégorie A (les «Actions A»), et les Actions A et les Actions B seront désignées ensemble, comme les «Actions».

Chaque détenteur d'Actions A sera désigné comme étant un Actionnaire A (chacun étant un «Actionnaire A») et chaque détenteur d'Actions B sera désigné comme étant un Actionnaire B (chacun étant un «Actionnaire B»), et les Actionnaire A et les Actionnaires B sont désignés ensemble comme étant les «Actionnaire(s)».

5.2 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale délibérant conformément à la procédure prévue pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions

6.1 Les Actions de la Société seront nominatives.

6.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social, où il sera à la libre disposition de chaque Actionnaire pour consultation. La propriété des Actions est établie par inscription dans ce registre.

Des certificats des ces inscriptions seront pris d'un registre à coupon et seront signés par le président du Conseil d'Administration ainsi que par un autre administrateur.

6.3 La Société ne reconnaîtra qu'un seul Actionnaire par action. Dans l'hypothèse où une Action serait détenue par plusieurs personnes, la Société a le droit de suspendre l'exercice de l'ensemble des droits attachés à cette Action jusqu'au moment où une seule personne a été désignée comme l'unique propriétaire en relation avec la Société. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propiétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.4 Le Conseil d'Administration peut discrétionnairement et à tout moment appeler à libérer les montants impayés, s'il y en a, sur des Actions émises et en circulation (peu importe leur catégorie), pour autant toutefois que ces appels visent toutes les Actions dans les mêmes proportions et au même moment. Toute somme dont le paiement se fait tardivement génère automatiquement des intérêts au profit de la Société à un taux de dix (10) pour cent par an, calculés à partir de la date à laquelle le paiement était dû.

6.5 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

6.6 Transfert des Actions

6.6.1 Aucune Action ne pourra être transférée par un Actionnaire d'une autre manière que celle prévue par ces Statuts A condition que les dispositions de cet Article 6.6 et des Articles 6.7, 6.10, 6.11 et 6.12 ne soient pas appliqués en relation avec le transfert d'une Action suite à l'exécution d'une quelconque garantie en faveur de toute banque, prêteur ou nommée de ceux-ci qui garantit ou a trait à des prêts ou autres dettes de la Société ou d'une de ses filiales envers une telle banque, ou prêteur ou nommée de ceux-ci.

6.6.2 Sous réserve des dispositions de l'Article 6.6.1, chaque Actionnaire peut transférer une ou toutes ses Actions à l'un des ses associés (un «Associé», le terme Associé signifiant, en rapport avec une société, une filiale entièrement directement ou indirectement détenue par cette société ou une société mère directe ou indirecte qui possède, directement ou indirectement, toutes les actions dans cette société ou qui est une filiale directement ou indirectement entièrement détenue par la société mère directe ou indirecte, celle-ci possédant, directement ou indirectement, toutes les actions de la société) à condition que, avant que le cessionnaire ne cesse d'être un Associé du cédant, le cédant transfère ses Actions au cessionnaire ou à un autre Associé du cédant, à défaut de quoi les droits aux revenus, au capital et aux droits de vote rattachés aux Actions sont suspendus jusqu'à ce que ces Actions soient transférées au cédant original ou à un Associé de celui-ci.

6.6.3 Sous réserve de l'Article 6.2.2, mais sans limitation aux dispositions de l'Article 6.1.1, aucune Action ne peut être transférée par un Actionnaire:

(a) jusqu'au troisième anniversaire de la date de la constitution de la Société, sans le consentement écrit préalable de l'Actionnaire ou de la majorité des Actionnaires A et de l'Actionnaire ou de la majorité des Actionnaires B; ou

(b) sans apporter de limitation au paragraphe (a) ci-dessus:

(i) à moins que et jusqu'à ce que les droits de préemption conférés ci-après soient respectés; et

(ii) à moins que les exigences de l'Article 6.10.2 ne soient remplies (dans les cas où l'Article 6.10 s'applique) ou que les exigences de l'Article 6.11.2 ne soient remplies (dans les cas où l'Article 6.11 s'applique).

6.6.4 A condition et aussi longtemps que l'Actionnaire A a accordé des sûretés sur les Actions A, si l'Actionnaire B transfère les Actions B à un cessionnaire qui n'est pas membre du Groupe HBOS (le «Cessionnaire B»), l'Actionnaire B s'engagera à ce que le Cessionnaire B accord, à la date du transfert, les mêmes sûretés sur les Actions B (et à la même partie), que les sûretés accordées par l'Actionnaire A sur les Actions A. Tout transfert fait en violation de cette clause sera nul et ne pourra être enregistré dans le registre d'actionnaires de la Société.

6.6.5 A condition et aussi longtemps que l'Actionnaire A a accordé des sûretés sur les Actions A, si l'Actionnaire B n'est pas ou cesse d'être membre du Groupe HBOS, l'Actionnaire B accordera les mêmes sûretés sur les Actions B (et à la même partie) que les sûretés accordées par l'Actionnaire A sur les Actions A. Tout Actionnaire B qui agit en violation de cette clause, ne sera pas autorisé à recevoir de dividendes et tout dividende déclaré et payable à cet Actionnaire B sera bloqué jusqu'à ce que l'Actionnaire B respecte cette clause.

6.6.6 Dans les articles 6.6.4 et 6.6.5 ci-dessus et dans l'article 19.5 ci-dessous, le Groupe HBOS, signifie HBOS PLC et chacune des ses succursales constituées au fil du temps.

6.7 Transferts autorisés

6.7.1 Sous réserve de l'Article 6.6.3(a) et de l'Article 6.6.4, et hormis l'hypothèse d'un transfert auquel l'Article 6.6.2 s'applique (et auquel les droits de préemption désignés ci-après ne trouvent pas application), toute personne (un «Candidat Cédant») proposant de transférer des Actions (les «Actions à Céder») devra donner notification d'une telle proposition par écrit (une «Notification de Transfert») à la Société, indiquant le nombre d'Actions à Céder que le Candidat Cédant souhaite transférer, la personne à laquelle le Candidat Cédant propose de transférer les Actions à Céder (un «Candidat Cessionnaire») ainsi que le prix proposé pour les Actions à Céder. La Notification de Transfert devra être accompagnée par le (les) certificat(s) d'actions des Actions à Céder du Candidat Cédant visées à la Notice de Transfert et des transferts en blanc dûment exécutés en relation avec ceux-ci. La Société devra immédiatement notifier la réception et le contenu de la Notification de Transfert aux autres Actionnaires et, immédiatement après que le Prix Prescrit pour les Actions à Céder ait été fixé conformément à l'Article 6.7.9, offrir par notification écrite (la «Notification de l'Offre») les Actions à Céder aux autres Actionnaires (autres que les Actionnaires qui sont associés du Candidat Cédant) au Prix Prescrit conformément aux Articles 6.7.2 à 6.7.4. La Notification de Transfert devra faire de la Société le mandataire du Candidat Cédant pour la vente de toutes (et non seulement de certaines) les Actions à Céder indiquées dans la Notification de Transfert à tout Actionnaire ou tous Actionnaires qui sont prêts à acquérir et qui, selon l'Article 6.7.2., ont la faculté d'acquérir les Actions à Céder (chacun un «Actionnaire Acquéreur») au Prix Prescrit. Une Notification de Transfert ne pourra être révoquée qu'avec l'accord du Conseil d'Administration.

6.7.2 Les Actions à Céder sont offertes aux Actionnaires de la Société (autre que le Candidat Cédant ou tout Associé de celui-ci) proportionnellement à la détention de chaque Actionnaire de la manière décrite à l'article 6.7.3 ci-dessous. La Notification de l'Offre invite chaque Actionnaire autorisé à acheter les Actions à Céder à déclarer dans sa réponse le nombre d'Actions supplémentaires (le cas échéant) qu'il souhaite acquérir en plus de sa quote-part. Si des Actionnaires en droit d'acheter les Actions à Céder n'acceptent pas l'offre intégralement dans le respect de leurs quotes-parts respectives, la Société devra utiliser les Actions à Céder non acceptées pour satisfaire aux demandes supplémentaires d'Actions à Céder par tous les Actionnaires qui ont accepté l'offre intégralement en respectant leur quote-part respective et qui ont indiqué qu'ils seraient prêts à accepter des Actions à Céder dépassant leur quote-part, pour autant que possible en proportion du nombre d'Actions qu'ils détiennent déjà, pour autant qu'aucun Actionnaire ne soit obligé d'acheter plus d'Actions à Céder qu'il n'avait demandé. Si aucune Action à Céder ne peut être offerte sans être fractionnée aux Actionnaires proportionnellement aux Actions qu'ils détiennent déjà, les mêmes Actions devront être offertes aux Actionnaires, ou à une partie d'entre eux, dans des proportions ou de manière déterminées par les lots tirés pour celles-ci, et de tels lots devront être tirés de la manière jugée la plus appropriée par le Conseil d'Administration.

6.7.3 La Notification de l'Offre devra être accompagnée d'une copie de tous les certificats des réviseurs d'entreprises requis par l'Article 6.7.9 et mentionner les noms du Candidat Cédant et du Candidat Cessionnaire, le Prix Prescrit par Action à Céder et devra spécifier que les acceptations de l'offre contenue dans la Notification de l'Offre doivent être reçues par écrit par la Société dans les 21 jours ouvrables de la date de la Notification de l'Offre, à défaut de quoi les prétendues acceptations d'une telle offre ne seront pas valides. La Notification de l'Offre devra également mentionner que l'offre des Actions à Céder est conditionnelle aux acceptations reçues des Actionnaires Acquéreurs conformément à cet Article 6.7 pour toutes les Actions à Céder.

6.7.4 Si l'Article 6.10 (Offre d'Achat - Spécifique) ou l'Article 6.11 (Offre d'Achat - Général) s'appliquent également au transfert d'Actions à Céder projeté auquel cet Article 6.7 s'applique, la Notification de l'Offre devra, en plus, décrire les termes de l'offre faite à un Actionnaire B conformément à l'article 6.10 ou, selon le cas, l'Offre Obligatoire faite conformément à l'article 6.11, et devra requérir que chaque Actionnaire B (s'il s'agit d'une Offre aux Actionnaires B) ou chaque Actionnaire (s'il s'agit d'une Offre Obligatoire) déclare par écrit, dans les 21 jours ouvrables de la date de la Notification de l'Offre, si cet Actionnaire B ou cet Actionnaire ne souhaite pas acheter des Actions à Céder, si cet Actionnaire B souhaite exercer son droit d'acceptation de l'Offre aux Actionnaires B faite conformément à l'Article 6.10 ou, comme cela peut être le cas, cet Actionnaire souhaite exercer son droit d'acceptation de l'Offre Obligatoire faite conformément à l'Article 6.11. Si aucune notification écrite n'est reçue d'un Actionnaire B (s'il s'agit d'une Offre aux Actionnaires B) ou d'un Actionnaire (s'il s'agit d'une Offre Obligatoire) endéans cette période de 21 jours ouvrables, cet Actionnaire B ou cet Actionnaire est réputé ne pas avoir accepté l'Offre aux Actionnaires B, ou, selon le cas, l'Offre Obligatoire.

6.7.5 Si des Actionnaires Acquéreurs ont été trouvés pour toutes (et non pour une partie seulement) les Actions à Céder endéans la période spécifiée à l'Article 6.7.3 ci-dessus, la Société donne notification écrite au plus tard que 7 jours ouvrables après l'expiration d'une telle période, (une «Notification de Vente») au Candidat Cédant spécifiant les Actionnaires Acquéreurs, et le Candidat Cédant est lié dès le paiement du prix dû pour toutes les Actions à Céder de transférer les Actions à Céder aux Actionnaires Acquéreurs. Les Actionnaires Acquéreurs devront, endéans 14 jours ouvrables à compter de l'émission de la Notice de Vente, exécuter l'acquisition du Candidat Cédant des Actions à Céder au Prix Prescrit.

6.7.6 Dans le cas où le Candidat Cédant, après avoir été lié conformément à ce qui a été mentionné plus haut, fait défaut dans le transfert de certaines Actions à Céder, la Société peut recevoir le prix d'achat en son nom, et le Candidat Cédant en défaut doit donner mandat à la Société de transférer de telles Actions à Céder aux Actionnaires Acquéreurs. La réception par la Société du prix d'achat est libératoire pour les Actionnaires Acquéreurs. La Société détient en dépôt le prix d'achat sans aucune obligation de payer des intérêts. Si le transfert des Actions à Céder requis tel que spécifié précédemment n'a pas été exécuté pour une raison autre que le manquement de la Société de se conformer aux présents Statuts ou un défaut du Candidat Cédant endéans des 14 jours ouvrables de l'émission de la Notification de Vente, les certificats et le transfert dûment complétés des Actions à Céder devront être retournés au Candidat Cédant

et le Candidat Cédant pourra vendre de telles Actions à Céder au Candidat Cessionnaire conformément à l'article 6.7.7 ci-dessus.

6.7.7 Sous réserve du respect par le Candidat Cessionnaire des dispositions de l'Article 6.10 des Statuts ou, le cas échéant, de l'article 6.11 lorsque l'Article 6.10 ou l'Article 6.11 s'applique au transfert proposé des Actions à Céder, si la Société ne donne pas une Notification de Vente au Candidat Cédant endéans la période prévue à l'article 6.7.5 ci-dessus (dans l'hypothèse où des Actionnaires Acquéreurs n'ont pas été trouvés pour toutes les Actions à céder et où, par conséquent, il n'est pas requis de donner une Notification de Vente prévue à l'article 6.7.5), le Candidat Cédant devra, pendant la période de 30 jours ouvrables suivant l'expiration du délai tel que spécifié, avoir la faculté de transférer tout ou partie des Actions à Céder au Candidat Cessionnaire au Prix Prescrit ou autrement au Candidat Cessionnaire à des termes qui ne peuvent être plus favorables que ceux prévus par la Notification de Vente. Si des Actionnaires Acquéreurs sont trouvés pour toutes les Actions à Céder et que par conséquent la Société est obligée de donner une Notification de Vente en vertu de l'article 6.7.5 et qu'elle manque à cette obligation, alors (sans limitation d'un autre droit ou moyen de recours à la disposition d'une partie) le Candidat Cédant n'a pas la faculté de transférer tout ou partie des Actions à Céder au Candidat Cessionnaire.

6.7.8 Toutes les Actions transférées conformément à cet Article 6.7 sont transférées avec une garantie de pleine propriété et libres de toute charge avec tous les droits, bénéfiques et avantages y afférents à la date de la Notification de Transfert à l'exception du droit aux dividendes déclarés mais non payés avant la date de la Notification de Transfert pour les Actions.

6.7.9 Le «Prix Prescrit» des Actions à Céder (et le prix auquel une Offre Obligatoire, l'Offre à un Actionnaire B (telle que définie ci-dessous) ou l'acquisition obligatoire des Actions Minoritaires (telle que définie ci-dessous) est faite dans le cas des ces Statuts), est soit:

(a) le prix par Action à Céder énoncé dans la Notification de Vente en question conformément à l'Article 6.7.1, pour autant que celui-ci représente une offre de bonne foi d'un tiers indépendant du Candidat Cédant capable de réaliser l'acquisition (et en cas de litige ou question concernant un tel tiers, son offre ou sa capacité d'y procéder tout Actionnaire voulant acquérir peut exiger un certificat des réviseurs d'entreprises sur une telle question); ou

(b) s'il n'y a pas d'offre susceptible d'être certifiée comme il a été mentionné plus haut, le prix par Action à Céder peut résulter d'un accord entre le Candidat Cédant et au moins un Administrateur A et l'Administrateur B, à défaut d'un tel accord dans les 14 jours ouvrables de la date de la Notification de Transfert, celui que les réviseurs d'entreprises certifient par écrit être, selon leur avis et ayant tenu compte de l'ensemble des circonstances pertinentes, la valeur équitable de la vente entre un vendeur consentant et un acquéreur consentant. En certifiant ceci, les-dits réviseurs d'entreprises doivent être considérés comme agissant en tant qu'experts et non comme arbitres et leur décision est finale et obligatoire pour les parties en question. Pour réaliser une telle certification et évaluation, le Candidat Cédant et le Conseil d'Administration doivent autoriser les réviseurs d'entreprises à accéder à de telles informations qu'ils considèrent raisonnablement nécessaires pour donner leur certificat. Les frais et honoraires des réviseurs d'entreprises sont supportés pour une moitié par le Candidat Cédant et pour l'autre moitié par les Actionnaires Acquéreurs (proportionnellement nombre d'Actions à Céder).

6.8 A l'exception des transferts faits en vertu de l'Article 6.6 (en ce compris, sans limitation aucune, tout transfert pour exécuter toute sûreté de toute banque, prêteur ou autre nommée de ceux-ci tel qu'énoncé à l'Article 6.6.1) ou des Articles 6.7, 6.10, 6.11 ou 6.12 qui doivent être inscrits par les Administrateurs en payant les droits d'enregistrement appropriés ou autres impôts, les Administrateurs peuvent, à leur discrétion absolue et sans en donner la raison, refuser d'inscrire, ou suspendre l'inscription pour tout transfert de toute Action, qu'elle soit ou non payée entièrement.

6.9 Sous réserve des dispositions de l'Article 6.7 ci-dessus, l'instrument de transfert d'une Action est signé par ou au nom du cédant et le cédant est réputé rester le détenteur de l'Action jusqu'au moment où le nom du cessionnaire est inscrit dans le registre des actionnaires de la Société; à condition que dans le cas où une Action est payée partiellement, l'instrument de transfert soit aussi signé par le cessionnaire.

6.10 Offre d'Achat - Spécifique

6.10.1 Cet Article 6.10 s'applique lorsqu'un Actionnaire B ou un de ses Associés détiennent des Actions et qu'un transfert d'Actions par un Actionnaire A ou un de ses Associés (autre qu'un transfert à un Associé réalisé en vertu de l'Article 6.6.2 ou qu'un transfert auquel l'Article 6.11 (Offre d'Achat - Général) s'applique) aurait pour résultat, s'il est inscrit, que les Actionnaires A et ses Associés détiennent ensemble 50% ou moins des Actions émises.

6.10.2 Aucun transfert d'Actions auquel cet Article 6.10 s'applique ne peut être fait ou inscrit sans que le Candidat Cessionnaire n'ait fait une offre (l'«Offre aux Actionnaires B») aux Actionnaires B pour acquérir toutes les Actions détenues par l'Actionnaire B en question selon les termes de l'Article 6.10.3.

6.10.3 L'Offre aux Actionnaires B est faite au Prix Prescrit et est ouverte à acceptation pendant une période minimum de 21 jours ouvrables, ou si plus tard, jusqu'au terme de la période de 21 jours ouvrables prévue par l'Article 6.7.4 ci-dessus endéans laquelle les Actionnaires B doivent répondre à la Notification de l'Offre en question. L'Offre aux Actionnaires B sera seulement conditionnée au fait que la Société ne donne pas ou ne doit pas donner une Notification de Vente aux Actionnaires A ou ses Associés concernés (comme Candidat Cédant) endéans la période prévue à l'Article 6.7.5. Les Actionnaires B devront, dans les 14 jours ouvrables de l'acceptation de l'Offre aux Actionnaires B, compléter la vente de leurs Actions au Candidat Cessionnaire au Prix Prescrit, sans quoi (à moins que le Candidat Cessionnaire ne commette un manquement) le Candidat Cessionnaire n'est pas obligé d'exécuter l'Offre aux Actionnaires B pour les Actions d'un Actionnaire B.

6.10.4 Immédiatement après que le Candidat Cessionnaire ait fait l'Offre aux Actionnaires B, le Candidat Cessionnaire devra la notifier à la Société pour permettre à la Société de décrire les termes de l'Offre aux Actionnaires B dans la Notification de l'Offre conformément aux dispositions de l'Article 6.7.4.

6.11 Offre d'Achat - Général

6.11.1 Cet Article 6.11 s'applique lorsqu'un transfert d'Actions (autre que le transfert à un Associé fait en vertu de l'Article 6.2) aurait pour résultat, s'il est inscrit, qu'une personne ou toute autre personne (chacun étant un «Actionnaire du Groupe Acquéreur») détiennent ensemble plus de 50% des Actions émises.

6.11.2 Aucun transfert d'Actions auquel cet Article 6.11 s'applique ne peut être réalisé ou inscrit sans que le Candidat Cessionnaire n'ait fait une offre (l'«Offre Obligatoire») à chaque détenteur d'Actions (qui peut ou pas inclure le Candidat Cédant) (les «Actionnaires de l'Offre Obligatoire») d'acquérir toutes les Actions qu'ils détiennent selon les termes de l'Article 6.11.3.

6.11.3 L'Offre Obligatoire est faite au Prix Prescrit et est ouverte à acceptation pendant une période minimum de 21 jours ouvrables, ou si plus tard, jusqu'au terme de la période de 21 jours ouvrables prévue à l'Article 6.7.4 ci-dessus endéans laquelle les Actionnaires doivent répondre à la Notification de l'Offre en question. L'Offre Obligatoire sera conditionnelle seulement si la Société ne donne pas ou ne doit pas donner une Notification de Vente au Candidat Cédant endéans la période spécifiée à l'Article 6.7.5. Les Actionnaires de l'Offre Obligatoire doivent, dans les 14 jours ouvrables de l'acceptation de l'Offre Obligatoire, réaliser la vente de leurs Actions au Candidat Cessionnaire au Prix Prescrit, sans quoi (à moins que le Candidat Cessionnaire ne commette un manquement) le Candidat Cessionnaire n'est pas obligé de réaliser l'Offre Obligatoire pour les Actions d'un Actionnaire de l'Offre Obligatoire qui n'a pas complété une telle vente.

6.11.4 Immédiatement après que le Candidat Cessionnaire ait fait l'Offre Obligatoire, le Candidat Cessionnaire devra la notifier à la Société pour permettre à la Société de décrire les termes de l'Offre Obligatoire pour la Notice de l'Offre conformément à l'Article 6.7.4.

6.12 Droit de vente forcée («Drag Along»)

6.12.1 Cet Article 6.12 s'applique lorsqu'un transfert d'Actions auquel l'Article 6.11 (Offre d'Achat - Général) s'applique ou s'est appliqué (ce qui exclut, afin d'éviter tout doute, un transfert à un Associé en vertu de l'Article 6.6.2 ou un transfert auquel l'Article 6.10 (Offre d'Achat - Spécifique) s'applique) a pour résultat qu'une personne détient avec une ou plusieurs autres personnes (chacune étant un «Actionnaire du Groupe d'Acquisition») plus de 50% des Actions émises.

6.12.2 Si un transfert auquel cet Article s'applique a pour résultat qu'un Actionnaire du Groupe d'Acquisition détient plus de 50% des Actions émises, l'Actionnaire du Groupe d'Acquisition, en envoyant une notification (une «Notification d'Acquisition Forcée») à chaque Actionnaire de l'Offre Obligatoire qui n'a pas accepté ou exécuté l'Offre Obligatoire (un «Actionnaire Minoritaire»), peut dans les 14 jours ouvrables du transfert, forcer tous les Actionnaires Minoritaires à vendre toutes leurs Actions (les «Actions Minoritaires») au Prix Prescrit à une ou plusieurs personnes identifiées par l'Actionnaire du Groupe d'Acquisition («Cessionnaires»).

6.12.3 Les Actions Minoritaires faisant l'objet de la Notification d'Acquisition Forcée sont vendues et cédées conformément aux dispositions des Articles 6.12.4 à 6.12.6.

6.12.4 Pas plus tard que 14 jours ouvrables après l'utilisation de la Notification d'Acquisition Forcée (la «Date de Réalisation»), les Actionnaires Minoritaires délivrent à la Société les documents de cession d'actions pour les Actions Minoritaires avec les certificats d'actions correspondants. A la Date de Réalisation, la Société paie le Prix Prescrit pour les Actions Minoritaires aux Actionnaires Minoritaires, au nom de chaque Cessionnaire, dans la mesure où les Cessionnaires ont remis les fonds requis à la Société. La réception de la Société du prix décharge les Cessionnaires. La Société garde le prix en dépôt pour les Actionnaires Minoritaires sans aucune obligation de payer des intérêts.

6.12.5 Si les Cessionnaires n'ont pas, à la Date de Réalisation, remis à la Société les fonds pour payer toutes les Actions Minoritaires, les Actionnaires Minoritaires ont droit à la restitution des documents de cession d'actions et des certificats d'action pour les Actions Minoritaires et les Actionnaires Minoritaires n'ont plus aucun droit ou obligation en vertu de l'Article 6.11 en ce qui concerne les Actions Minoritaires.

6.12.6 Si un Actionnaire Minoritaire ne délivre pas, à la Date de Réalisation, les documents de cession d'actions ou les certificats d'action pour les Actions Minoritaires des Actionnaires Minoritaires à la Société, la Société peut autoriser certaines personnes à réaliser un ou plusieurs transferts de ces Actions Minoritaires, au nom de l'Actionnaire Minoritaire, à chaque Cessionnaire, dans la mesure où le Cessionnaire a, à la Date de Réalisation, donné à la Société les fonds pour payer le Prix Prescrit pour les Actions Minoritaires offertes. L'Actionnaire Minoritaire défaillant rend ses certificats d'actions pour les Actions Minoritaires à la Société. A la restitution, l'Actionnaire Minoritaire a droit au Prix Prescrit pour les Actions Minoritaires.

6.12.7 Tant que cet Article 6.12 s'applique aux Actions d'un Actionnaire Minoritaire, ces Actions ne peuvent être transférées autrement qu'en vertu de cet Article 6.12.

Gestion - Surveillance

Art. 7. Désignation et révocation des administrateurs

7.1 Il y aura au maximum cinq (5) administrateurs et qui seront désignés par l'Assemblée Générale pour une durée qui n'excède pas six (6) ans. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment, à la seule discrétion de l'Assemblée Générale. Le détenteur ou les détenteurs de la majorité des Actions A (et en cas d'égalité de détention, le détenteur dont le nom est inscrit en premier dans le registre des Actionnaires de la Société) est ou sont autorisé(s) à proposer une liste de six candidats parmi laquelle l'Assemblée Générale désignera trois administrateurs qui seront connus comme «Administrateurs A» (les «Administrateurs A»). Le détenteur ou les détenteurs de la majorité des Actions B est ou sont autorisé(s) à proposer une liste de deux candidats parmi laquelle l'Assemblée Générale désignera un administrateur qui sera connu comme «Administrateur B» (l'«Administrateur B»).

7.2 La majorité des membres du Conseil d'Administration devra toujours résider au Luxembourg. Chaque désignation d'administrateur qui contreviendrait à l'Article 7.2 sera nulle.

7.3 Les membres du Conseil d'Administration dont le mandat prend fin sont rééligibles.

7.4 En cas de vacance d'un poste d'Administrateur A pour cause de décès, retraite ou autrement, les autres membres du Conseil d'Administration désignent à la majorité des votes un nouvel Administrateur A sur une liste de deux candidats proposés par les détenteurs des Actions A. En cas de vacance d'un poste d'administrateur B pour cause de décès, retraite ou autre, les autres membres du Conseil d'Administration désignent à la majorité des votes un nouvel Administrateur B sur une liste de deux candidats proposés par les détenteurs des Actions B.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration

8.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président. Ensuite, il peut nommer un secrétaire, administrateur ou non, dont la tâche sera de garder les minutes des réunions du Conseil d'Administration.

8.2 Le président présidera toutes les Assemblées Générales et toutes les réunions du Conseil d'Administration. En son absence, l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration désignera une autre personne comme président pro tempore, par vote de la majorité des membres présents ou représentés à la réunion.

8.3 Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le président ou par deux autres membres du Conseil d'Administration.

8.4 Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du Conseil d'Administration. Hormis les cas d'urgence qui devront être spécifiés dans la convocation ou les cas où il y a accord préalable de tous ceux qui sont autorisés à être présents, une convocation écrite de la réunion du conseil devra être donnée au moins huit (8) jours à l'avance.

La réunion se tiendra valablement sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou dûment représentés.

8.5 Les réunions se tiennent au lieu, date et heure spécifiés dans la convocation, pour autant que toutes les réunions se tiennent à Luxembourg.

8.6 L'avis de convocation peut être omis si l'Administrateur en question exprime son consentement par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou e-mail adressé à tous les membres du Conseil d'Administration. Aucun avis séparé n'est requis pour les réunions qui se tiennent aux moments et lieux spécifiés dans un plan préalablement arrêté par une résolution du Conseil d'Administration. Toute réunion tenue en dehors de Luxembourg est nulle.

8.7 Chaque administrateur peut intervenir à chaque réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou e-mail un autre administrateur comme mandataire, mais un administrateur non-résident fiscalement au Royaume-Uni ne peut pas désigner comme mandataire une personne résidente fiscalement au Royaume-Uni. De plus, un administrateur non-résident fiscalement en Allemagne ne peut désigner comme mandataire une personne résidente fiscalement en Allemagne.

8.8 Un administrateur, autre qu'un administrateur qui réside fiscalement au Royaume-Uni ou qu'un administrateur qui réside fiscalement en Allemagne, peut être désigné comme mandataire d'un ou plusieurs de ses collègues, à condition qu'au moins deux administrateurs soient présents à la réunion.

8.9 Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion de cette manière équivaut à la participation en personne à une telle réunion. Aucun administrateur ne peut utiliser ce moyen si cet administrateur est physiquement au Royaume-Uni ou en Allemagne, et toute réunion où un ou plusieurs administrateur(s) est/ont physiquement au Royaume-Uni ou en Allemagne est réputée ne pas être dûment convoquée et toute décision prise à de telle réunion est nulle. Une conférence téléphonique où la majorité des participants sont physiquement présents à Luxembourg est réputée avoir été tenue à Luxembourg.

8.10 Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et prendre des décisions uniquement si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

8.11 Un administrateur ayant un intérêt personnel contraire à celui de la Société dans une matière soumise à l'approbation du Conseil d'Administration est obligé d'en informer le Conseil d'Administration et d'avoir sa déclaration actée dans les procès-verbaux de la réunion. Il ne peut participer aux délibérations en question du Conseil d'Administration. Lors de l'Assemblée Générale suivante, avant de voter sur un autre point de l'ordre du jour, les Actionnaires sont informés des cas dans lesquels l'administrateur a un intérêt personnel contraire à celui de la Société.

8.12 Si un quorum du Conseil d'Administration ne peut pas être atteint à cause d'un conflit d'intérêt, les décisions adoptées par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés à une telle réunion et votant seront réputés réguliers.

8.13 Lors des réunions du Conseil d'Administration, toutes les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés et votant.

8.14 Nonobstant les dispositions de l'Article 8.11, aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société, firme ou autre entité n'est affecté ou invalidé par le fait que un ou plusieurs administrateur(s) ou dirigeant(s) de la Société a (ont) un intérêt personnel ou est (sont) administrateur(s), dirigeant(s) ou employé(s) d'une Société, firme ou autre entité. Tout administrateur qui est administrateur, dirigeant ou employé d'une société, firme ou autre entité avec laquelle la Société contracte ou entre en affaire, (sauf consentement préalable écrit de tous les Actionnaires) doit, du simple fait de son affiliation à une autre société, firme ou entité, être empêché à considérer, voter ou agir dans les matières en relation avec un tel contrat ou une telle affaire.

Art. 9. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration. Les décisions du Conseil d'Administration seront actées dans des procès-verbaux signés par le président, par deux autres administrateurs, ou par les membres du bureau du conseil («bureau»). Tous les pouvoirs de représentations y resteront annexés.

Des copies ou des extraits de ces procès-verbaux, pouvant être produits dans des procédures judiciaires ou ailleurs, seront signés par le président ou par deux autres administrateurs.

Aucune démarche prévue dans cet Article 9 ne peut être accomplie au Royaume-Uni et les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ne peuvent pas être préparés au Royaume-Uni.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie des ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. De plus, il peut nommer des représentants pour des transactions spécifiques et révoquer ces nominations à tout moment.

Le Conseil d'Administration peut confier et déléguer la gestion journalière des affaires et la représentation de la Société à une ou plusieurs personne(s), administrateur(s) ou non, qui doit (doivent) être domiciliée(s) à Luxembourg et exercer sa (leur) fonction au siège social. La délégation en faveur d'un membre du Conseil d'Administration est soumise à l'autorisation préalable des actionnaires donnée en Assemblée Générale.

La Société est valablement engagée dans toute matière vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux Administrateurs. La Société est également valablement liée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de toute personne à qui le pouvoir de signature a été octroyé par le Conseil d'Administration, mais uniquement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou dirigeant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, pour les dépenses raisonnables qu'il a réalisées en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il était partie par le simple fait qu'il est ou a été administrateur ou dirigeant de la Société, ou à sa demande, de toute autre personne morale de laquelle la Société est actionnaire ou créancier et auprès de laquelle il n'a pas droit à une indemnisation, à l'exception des actions, procès ou procédures, dans lesquels il a finalement été reconnu responsable de négligence grave ou de faute lourde.

En cas de transaction, il y aura indemnisation seulement dans les matières couvertes par la transaction dans lesquelles la Société est avisée par son conseil que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation précité n'exclut pas les autres droits auxquels il peut prétendre.

Art. 13. Audit. Le contrôle des comptes annuels de la Société est confié à un ou plusieurs commissaires aux comptes, ou à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises désigné(s) par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre, rémunération et la fin de leur fonction; une telle fonction ne peut excéder six (6) ans.

Les commissaires aux comptes ou les réviseurs d'entreprises peuvent être réélus et remplacés à tout moment.

Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires

14.1 L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires. Elle a les pouvoirs qui lui sont attribués par la Loi de 1915 et les présents Statuts.

14.2 Aucune des actions ou décisions suivantes (les «Matières Réservées») ne peut être prise par le Conseil d'Administration, la Société, une filiale de la Société ou administrateur ou dirigeant de la Société à moins que de telles matières n'aient été préalablement approuvées à l'unanimité par les Actionnaires par écrit (dans limites légales), ou approuvées par une décision des Actionnaires à une Assemblée Générale lors de laquelle tous les Actionnaires, présents et habilités à voter, votent en faveur de cette décision.

14.3 Les Matières Réservées sont les suivantes:

- (a) la modification des Statuts;
- (b) la modification du capital social autorisé ou émis de la Société ou les droits qui y sont attachés;
- (c) l'installation de bureaux, centres administratifs et agences en dehors du Grand-Duché de Luxembourg;
- (d) l'approbation du Business Plan (plan d'activité) réalisé de temps en temps par le Conseil d'Administration (le «Business Plan»), ainsi que toutes les modifications substantielles du Business Plan;
- (e) sauf disposition contraire de la loi, la décision de mettre la Société en liquidation ou sous une autre gestion extérieure;
- (f) toutes les matières pour lesquelles le droit luxembourgeois requiert l'approbation unanime des Actionnaires ou une majorité des deux tiers des votes des Actionnaires à une Assemblée Générale;
- (g) tout emprunt important d'argent et tout accord de couverture associés ou contrats dérivés, à moins que de tels emprunts importants d'argent et de tels accords de couverture associés ou contrats dérivés ne soient prévus par le Business Plan (tel que modifié au fil du temps conformément au paragraphe (d) ci-dessus);
- (h) toute acquisition ou cession de tout bien substantiel de la Société à moins que une telle acquisition ou cession ne soit prévue par le Business Plan (tel que modifié au fil du temps conformément au paragraphe (d) ci-dessus); et
- (i) la constitution de tout gage, hypothèque, charge ou autre sûreté sur tous les biens ou sur substantiellement tous les biens de la Société à moins qu'un tel gage hypothèque, charge ou autre sûreté ne soit prévu par le Business Plan (tel que modifié au fil du temps conformément au paragraphe (d) ci-dessus).

Art. 15. Assemblée générale annuelle des Actionnaires - Autres assemblées générales

15.1 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale Annuelle») se tient au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans la localité du siège social tel que spécifié dans la convocation, le 1^{er} lundi du mois de mai de chaque année à 18.00 heures.

15.2 Si ce jour correspond à un jour férié, l'Assemblée Générale Annuelle se tient le jour ouvrable suivant.

15.3 L'Assemblée Générale Annuelle peut être tenue à l'étranger si, selon l'appréciation finale et absolue du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

15.4 Les autres Assemblées Générales peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans leur convocation respective.

Art. 16. Délibérations - Vote

16.1 L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Conseil d'Administration ou, si des circonstances exceptionnelles le requièrent, à la demande conjointe de deux administrateurs.

16.2 L'Assemblée Générale est nécessairement convoquée lorsqu'un groupe d'Actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit le demande. Dans ce cas, les Actionnaires concernés doivent indiquer l'ordre du jour de l'Assemblée.

16.3 Les Actionnaires sont convoqués par lettre recommandée au minimum huit (8) jours à l'avance. Toutes les lettres de convocation doivent contenir l'ordre du jour de telles assemblées.

16.4 Si l'ensemble des Actionnaires est présent ou représenté à l'Assemblée Générale et s'il est établi qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

16.5 Chaque Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, ou télex comme mandataire une autre personne qui peut ne pas être Actionnaire.

16.6 Le Conseil d'Administration peut fixer d'autres conditions qui doivent être remplies pour participer à une Assemblée Générale.

16.7 Chaque Action donne à son Actionnaire droit à une (1) voix.

16.8 A moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la Loi de 1915 ou dans l'Article 14, les résolutions lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée seront prises à la majorité des Actionnaires présents ou représentés et votant, sans exigence de quorum aucune.

16.9 Avant le début des délibérations, le président de l'Assemblée Générale désigne un secrétaire et les Actionnaires désignent un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée.

16.10 Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale sont signés par les membres du bureau et tout Actionnaire qui le souhaite.

16.11 Toutefois, si des décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, s'il doit en être fait des copies ou des extraits pour être produits devant les tribunaux et cours de justice ou pour un autre usage ceux-ci doivent être signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux autres administrateurs.

Année comptable - Comptes annuels - Distributions des profits

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Comptes annuels

18.1 Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil d'Administration arrêtera les comptes annuels de la Société selon la forme prévue par la Loi de 1915.

18.2 Au minimum un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil d'Administration soumettra le bilan de la Société et le compte des pertes et profits avec son rapport et les autres documents tels qu'exigés par la Loi de 1915 au commissaire aux comptes ou au réviseur d'entreprise qui rédigera son rapport.

18.3 Quinze jours avant l'Assemblée Générale Annuelle, le bilan, le compte des pertes et profits, le rapport du Conseil d'Administration, le rapport des commissaires aux comptes ou au réviseur d'entreprise ainsi que tous les autres documents requis par la Loi de 1915 seront déposés au siège social de la Société où ils seront disponibles pour l'inspection par les Actionnaires pendant les heures régulières de bureau.

Art. 19. Distributions des profits

19.1 Le solde créditeur du compte des pertes et profits, après déduction des dépenses générales, charges sociales, amortissements, et provisions pour les événements passés et futurs tels que déterminés par le Conseil d'Administration représente le bénéfice net.

19.2 Chaque année, cinq (5) pour cent des bénéfices nets sont alloués à la constitution de la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint un dixième du capital social émis.

19.3 Le reste du bénéfice net sera à la disposition de l'Assemblée Générale.

19.4 Les dividendes, lorsqu'ils sont payables, seront distribués au moment et au lieu fixé par le Conseil d'Administration en deans les limites imposées par la décision de l'Assemblée Générale.

19.5 Sous réserve de tout accord avec au Actionnaire A disposant autrement, dans les cas où (i) l'Actionnaire B n'est pas ou cesse d'être membre du Groupe HBOS ou (ii) transfère les Actions B à un Cessionnaire B, tout dividende déclaré mais non payé ou toute distribution (incluant, sans limitation, tout remboursement, ou paiement d'intérêts d'un prêt actionnaire) ne peut être payé à l'Actionnaire B aussi longtemps que l'actionnaire de l'Actionnaire A perçoit les produits relatifs à ces dividendes déclarés ou à une autre distribution.

19.6 L'Assemblée Générale peut décider d'allouer les profits et les réserves distribuables au remboursement du capital sans diminuer le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. La Société peut être dissoute à tout moment par décision unanime de tous les Actionnaires lors d'une Assemblée Générale.

Art. 21. Liquidation Dans le cas d'une dissolution de la Société, l'Assemblée Générale déterminera la méthode de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 22. Tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, sera déterminé conformément aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparantes, dûment représentées, déclarent souscrire au capital comme suit:

Actionnaires	Capital souscrit (en EUR)	Capital libéré (en EUR)	Nombre d'actions
- RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST, S.à r.l., préqualifiée	24.780	24.780	2.478 A
- MARCOL EUROPE S.A., préqualifiée	8.220	8.220	822 B
Total	33.000	33.000	3.300

Les trois mille trois cents (3.300) actions de la Société ont été entièrement souscrites par les souscripteurs et entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que le montant de trente-trois mille euros (EUR 33.000,-) est à la libre disposition de la Société, comme certifié au notaire instrumentant.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2006.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2007.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de deux mille six cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

Les personnes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que l'assemblée a été régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
2. Le nombre des administrateurs est fixé à 4 (quatre) et le nombre des auditeurs à 1 (un);
3. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs A:
 - Monsieur Pierre Metzler, Avocat à la Cour, né à Luxembourg, le 28 décembre 1969, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;
 - Monsieur François Brouxel, Avocat à la Cour, né à Metz (France), le 16 septembre 1966, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;
 - Mademoiselle Samia Rabia, Avocat à la Cour, née à Longwy (France), le 10 février 1974, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
4. Est nommé en qualité d'administrateur ordinaire:
 - Monsieur Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, né à Beyrouth (Liban), le 29 juin 1966, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
5. Est nommée réviseur d'entreprises:
 - La société KPMG AUDIT, S.à r.l., avec siège social au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 103.590.
6. Les administrateurs A et l'administrateur ordinaire sont nommés jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en deux mille sept (2007).
7. Les administrateurs B et le réviseur d'entreprises sont nommés jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en deux mille sept (2007).
9. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que sa représentation à cet égard à l'un ou plusieurs de ses membres ou à tout comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs).

Le notaire instrumentant, lequel comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, dûment représentées comme énoncé ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux mandataires, connues du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Bizzotto, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 juillet 2006, vol. 537, fol. 23, case 8. – Reçu 330 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 août 2006.

J. Seckler.

(085481.3/231/1104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2006.

93143

MULTINATIONAL AUTOMATED CLEARING HOUSE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 546.000,-.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue Edmond Reuter.
R. C. Luxembourg B 89.824.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution de l'associé unique de la Société en date du 5 juillet 2006 que les personnes suivantes ont été nommées membres du conseil de gérance de la Société pour une durée déterminée, leurs mandats se terminant lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de la Société se terminant au 31 décembre 2006:

- Monsieur Martin Lippert, demeurant au 7, rue Général Major L.E. Olivier, L-2225 à Luxembourg;
- Monsieur Vince Tallent, demeurant à Kybo, Ruxley Crescent, Claygate, Esher KT10 OTZ en Angleterre.

Le mandat de Monsieur Juergen Appel en tant que membre du conseil de gérance a été confirmé jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de la Société se terminant au 31 décembre 2006.

La démission de Monsieur Karsten Lindved et de Monsieur Lars Torpe Christoffersen avec effet au 31 mai 2006 en tant que membres du conseil de gérance a été acceptée.

La démission de Monsieur Lars Torpe Christoffersen avec effet au 31 mai 2006 en tant que gérant délégué à la gestion journalière a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2006.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2006, réf. LSO-BT04184. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088009.3//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

MONTELIMA S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

H. R. Luxemburg B 41.309.

—
Im Jahre zweitausendundsechs, den siebten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, im Amtswohnsitz zu Luxembourg.

Sind die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft MONTELIMA S.A., R.C.S. Luxemburg Sektion B Nummer 41.309, mit Sitz zu L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Genannte Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen am 4. September 1992, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 585 vom 10. December 1992.

Die Versammlung tagt unter dem Vorsitz von Frau Viviane Hengel, Privatbeamtin, mit beruflicher Adresse in Luxemburg.

Die Frau Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin Frau Liette Heck, Privatbeamtin, mit beruflicher Adresse in Luxemburg.

Die Versammlung bestimmt zur Stimmzählerin Frau Simonne Wallers, Privatbeamtin, mit beruflicher Adresse in Luxemburg.

Die Frau Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

A) Dass diese ausserordentliche Generalversammlung einberufen wurde durch Anzeigen, veröffentlicht im:

- Mémorial C Nummer 135 vom 19. Januar 2006 und Nummer 207 vom 28. Januar 2006;
- Lëtzebuurger Journal vom 19. Januar 2006 und 28/29. Januar 2006.

B) Dass aus einer Anwesenheitsliste, unterzeichnet von den Vertretern der Gesellschaft und Aktieninhabern, hervorgeht, dass sämtliche Aktieninhaber in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind;

diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, sowie die Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Komparenten und dem instrumentierenden Notar ne varietur paraphiert, bleiben der gegenwärtigen Urkunde angeheftet um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

C) Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit sämtlicher Aktieninhaber respektiv Aktieninhabervertreter, rechtmässig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschliessen kann.

D) Dass die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

Tagesordnung:

1. Vorlage der Jahresabschlüsse und der Geschäftsberichte für die Jahre 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 und 2005 sowie der Berichte des Aufsichtskommissars.

2. Annahme der Bilanzen und der Gewinn- und Verlustrechnungen zum 31. Dezember 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 und 2005.

3. Beschlussfassung über die Tätigkeiten des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars, mit anschliessender Entlastung.

4. Bestätigung der vorläufigen Ernennungen von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

5. Statutarische Ernennungen.

6. Annullierung des Nominalwertes der bestehenden Aktien.

7. Umwandlung ab dem 1. Januar 2001 des Gesellschaftskapitals von DEM 200.000.- in EUR 102.258,38 durch Anwendung des vom Europarat am 31. Dezember 1998 angenommenen Umwandlungssatzes von 1,95583 DEM für 1,- EUR, ohne Änderung der Aktienzahl.

8. Anpassung von Artikel 3), § 1 der Satzung, der wie folgt lautet:

Art. 3.§1. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 102.258,38 (einhundertzweitausendzweihundertachtundfünfzig Euro und achtunddreissig Cent), eingeteilt in 200 (zweihundert) voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert.

9. Verschiedenes.

Die Frau Vorsitzende erklärt daraufhin die Gründe, welche den Verwaltungsrat dazu bewegten der Generalversammlung diese Tagesordnung zu unterbreiten.

Nach Diskussion nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung erteilt einstimmig ihr Einverständnis zu den Berichten des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars für die Jahre 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 und 2005.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung erteilt einstimmig ihr Einverständnis zu den Bilanzen und Gewinn- und Verlustrechnungen zum 31. Dezember 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 und 2005, die in der vom Verwaltungsrat vorgelegten Form angenommen werden und beschliesst:

für das Geschäftsjahr 1994:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 1.237,24 (DEM 2.419,84) auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 1995:

den Gewinn des Geschäftsjahres in Höhe von DEM 8.598,17 wie folgt zu verteilen:

Gesetzliche Rücklage: DEM 430,-

Vortrag auf eine neue Rechnung: DEM 8.168,17.

für das Geschäftsjahr 1996:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 447,04 (DEM 874,33) auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 1997:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 401,72 (DEM 785,70) auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 1998:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 797,43 (DEM 1.559,63) auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 1999:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 3.216,11 (DEM 6.290,16) auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 2000:

den Gewinn des Geschäftsjahres in Höhe von DEM 172,64 wie folgt zu verteilen:

Gesetzliche Rücklage: DEM 14,53

Vortrag auf neue Rechnung: DEM 158,11.

für das Geschäftsjahr 2001:

den Gewinn des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 1.732,83 wie folgt zu verteilen:

Gesetzliche Rücklage: EUR 100,-

Vortrag auf neue Rechnung: EUR 1.632,83.

für das Geschäftsjahr 2002:

den Gewinn des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 788,72 wie folgt zu verteilen:

Gesetzliche Rücklage: EUR 40,-

Vortrag auf neue Rechnung: EUR 748,72.

für das Geschäftsjahr 2003:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 854,04 auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 2004:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 845,98 auf neue Rechnung vorzutragen.

für das Geschäftsjahr 2005:

den Verlust des Geschäftsjahres in Höhe von EUR 1.089,34 auf neue Rechnung vorzutragen.

Dritter Beschluss

Den Verwaltungsräten und dem Aufsichtskommissar wird einstimmig Entlastung für ihre im Verlaufe der oben genannten Geschäftsjahre ausgeübte Tätigkeit erteilt.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung bestätigt einstimmig die Ernennungen von Herr Guy Baumann am 26. Februar 1997 und Herr Albert Pennacchio am 24. März 1998 in den Verwaltungsrat.

Fünfter Beschluss

Die abgelaufenen Mandate der Verwaltungsratsmitglieder HH. Guy Baumann, Jean Bodoni und Albert Pennacchio sowie des Aufsichtskommissars Frau Isabelle Arend werden nicht mehr verlängert. Neue Verwaltungsratsmitglieder werden:

KOFFOUR S.A. mit Sitz in L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon, R.C.S. B-86086;

LANNAGE S.A. mit Sitz in L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon, R.C.S. B-63130;

VALON S.A. mit Sitz in L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon, R.C.S. B-63143;

AUDIT TRUST S.A. mit Sitz in L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon, R.C.S. B-63115 wird neuer Aufsichtskommissar der Gesellschaft.

Alle Mandate laufen bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2012.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst einstimmig, den Nominalwert der bestehenden Aktien, der sich auf DEM 1.000,- beläuft, zu annullieren.

Siebter Beschluss

Ab dem 1. Januar 2001 wird das Gesellschaftskapital von DEM 200.000,- in EUR 102.258,38 umgewandelt, durch die Anwendung des vom Europarat am 31. Dezember 1998 angenommenen Umwandlungssatzes von 1,95583 DEM für 1,- EUR, ohne Änderung der Aktienzahl.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst einstimmig Artikel 3, Absatz 1 der Satzung wie folgt anzupassen:

Art. 3., Abs. 1. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 102.258,38 (einhundertzweitausendzweihundertachtundfünfzig Euro und achtunddreissig Cent), eingestellt in 200 (zweihundert) voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Herr Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Worüber Protokoll, aufgenommen zu Luxemburg, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar das vorliegende Protokoll unterschrieben.

Unterzeichnet: V. Hengel, L. Heck, S. Wallers, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 10 février 2006, vol. 27CS, fol. 49, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Februar 2006.

J. Elvinger.

(088006.3/211/127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

SIXTY INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 64.620.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 7 mars 2006

Sont renommés administrateurs, leurs mandats expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008:

Administrateurs catégorie A:

- Monsieur Renato Rossi, entrepreneur, demeurant au 155, via Orti D. Farnesina, Rome, Italie, Président;

- Monsieur Rocco Trischitta, expert-comptable, demeurant au 9, Lungotevere De' Cenci, Rome, Italie.

Administrateur catégorie B:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008:

- AUDIEX S.A., Société Anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 2 août 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03613. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087600.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

MAISON PETER, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-3858 Schifflingen, 22, rue Denis Netgen.

H. R. Luxemburg B 13.623.

Im Jahre zweitausend und sechs, am einundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Francis Kessler, mit Amtswohnsitz in Esch-sur-Alzette.

Ist erschienen:

Herr Arnold Peter, Schreinermeister, geboren in Schifflange, am 6. Februar 1953, wohnhaft in L-3858 Schifflingen, 22, rue Denis Netgen.

Welcher Komparent erklärt alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MAISON PETER, S.à r.l., mit Sitz in Schifflingen zu sein, gegründet unter der Bezeichnung MENUISERIE PETER, zufolge Urkunde aufgenommen vor Notar Joseph Kerschen, im damaligen Amtswohnsitz zu Differdingen, am 30. Juni 1975, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 192 vom 13. Oktober 1975, deren Statuten umgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar:

- am 8. Dezember 1980,
- am 26. Juni 1984,
- am 23. November 1990,
- am 29. Juni 1992,
- am 5. Mai 1993,
- am 21. Juli 1994,
- am 17. August 1995,
- und 12. November 2001,

veröffentlicht im Mémorial C:

- Nummer 19 vom 30. Januar 1981,
- Nummer 217 vom 11. August 1984,
- Nummer 151 vom 27. März 1991,
- Nummer 501 vom 3. November 1992,
- Nummer 349 vom 2. August 1993,
- Nummer 455 vom 14. November 1994,
- Nummer 548 vom 26. Oktober 1995,
- Nummer 395 vom 12. März 2002.

Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundsiebzigtausend Euro (EUR 75.000,-), eingeteilt in fünfundsiebzig (75) Anteile von je tausend Euro (EUR 1.000,-).

Der Komparent erklärt in seine Eigenschaft als Gesellschafter folgende Beschlüsse zu fassen:

1) das Gesellschaftskapital wird um siebzehntausend Euro (EUR 17.000,-) erhöht, um es von seinem jetzigen Betrag fünfundsiebzigtausend Euro (EUR 75.000,-) auf zweiundneunzigtausend Euro (EUR 92.000,-) zu bringen, mittels Ausgabe von siebzehn (17) anteile von je tausend Euro (EUR 1.000,-).

Die neuen Anteile werden von Dame Lili Fang, ohne besonderen Stand, geboren in Shanghai (Chine), am 8. April 1962, wohnhaft in L-3858 Schifflingen, 22, rue Denis Netgen gezeichnet und mittels einer Bareinzahlung ganz eingezahlt, was die beiden Gesellschafter ausdrücklich bestätigen, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von siebzehntausend Euro (EUR 17.000,-) zu Verfügung steht.

Nach dieser Kapitalerhöhung, ist das Gesellschaftskapital wie folgt aufgeteilt:

1. Herr Arnold Peter, vorgenannt, fünfundsiebzig anteile	75
2. Frau Lili Fang, vorgenannt, siebzehn anteile	<u>17</u>
Total: zweiundneunzig anteile	92

2) Demzufolge wird Artikel fünf (5) abgeändert und lautet wie folgt:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zweiundneunzig Euro (EUR 92.000,-), eingeteilt in zweiundneunzig (92) Anteile von je tausend Euro (EUR 1.000,-).»

Schätzung der Kosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Kapitalerhöhung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf siebenhundert Euro (EUR 700,-) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Esch-sur-Alzette in der Amtsstube, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die alten und neuen Gesellschafter, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Peter, F.L. Fang, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 juillet 2006, vol. 920, fol. 2, case 7. – Reçu 170 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, sur demande, pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 31 juillet 2006.

F. Kessler.

(089937.3/219/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

MAISON PETER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3858 Schifflingen, 22, rue Denis Netgen.

R. C. Luxembourg B 13.623.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 21 juillet 2006, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

Esch-sur-Alzette, le 31 juillet 2006.

F. Kessler.

(089938.3/219/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

93147

TIA EUROPE S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 59.603.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 16 février 2006

Sont renommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2005:

Signataire catégorie A:

- Monsieur Pier Luigi Fabiano, entrepreneur, demeurant via del Bollo n° 3, à Milan (Italie).

Signataires catégorie B:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, à Luxembourg, Président du Conseil d'Administration;

- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, à Luxembourg.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2005:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03598. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087608.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

G.I. BETEILIGUNG S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 55.517.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 mai 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Madame Denise Vervaeke, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et Monsieur Pierre Schill, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2006. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11256. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087613.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

FINICOM HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 56.736.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire ainsi que de la réunion du Conseil d'Administration tenues en date du 14 juillet 2006 que M. Jean-Laurent Desmules, demeurant au 13, avenue de l'Indépendance, RM-101 Antananarivo, Madagascar, et M. Paul-André Waeber, demeurant professionnellement au 1, Carrefour de Rive, CH-1207 Genève, Suisse, ont été nommés aux fonctions d'administrateur en remplacement de M. Gérard Muller et M. Fernand Heim, démissionnaires; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009.

M. Jean-Laurent Desmules, demeurant au 13, avenue de l'Indépendance, RM-101 Antananarivo, Madagascar, a également été nommé à la fonction d'administrateur-délégué avec pouvoir d'engager valablement la société par sa seule signature pour tous les actes de gestion journalière, dans le sens le plus large autorisé par la loi. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009.

Pour extrait conforme

SG AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2006, réf. LSO-BT03273. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087660.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

PHOCEA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 46.838.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire réunie le 1^{er} juin 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, avec adresse professionnelle 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Madame Denise Vervaeet, avec adresse professionnelle 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et Monsieur Pierre Schill, avec adresse professionnelle 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2005. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11246. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087617.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

COLIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 16.607.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Madame Denise Vervaeet, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et Monsieur Pierre Schill, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11249. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087685.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

SCANIA TREASURY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 81.553.

Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 29 juin 2006

Première résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de renouveler les mandats des Administrateurs suivants jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2006:

- Monsieur Jan Bergman, administrateur catégorie A, demeurant à Pettersberg, Hôhmossvågen, SB 151-31 Nyhvorn, Suède;
- Monsieur Rolf Ödmark, administrateur catégorie A, demeurant à Norrbyvretsvågen, 14 D- S 147 63, Uttran, Suède;
- Monsieur Romain Thillens, administrateur catégorie B, demeurant au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg;
- Monsieur Dominique Ransquin, administrateur catégorie B, demeurant au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide également de renouveler le mandat du Commissaire jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2006, à savoir:

- ERNST & YOUNG S.A., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2006.

Pour SCANIA TREASURY S.A.

Signature / Signature

Administrateur cat. A / Administrateur cat. B

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2006, réf. LSO-BT02764. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087698.3//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

93149

L'ARMATHAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 81.950.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Madame Denise Vervaet, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et Monsieur Pierre Schill, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11285. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087691.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

TRADE FOOD S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 74.368,06.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 51.090.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2006 a approuvé les résolutions suivantes:

1. Le mandat de deux des Administrateurs actuels, Monsieur Roeland P. Pels et Monsieur Bart Zech, est renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2012.
2. Le mandat du Commissaire aux Comptes actuel, ELPERS & CO REVISEURS D'ENTREPRISES, est renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2012.
3. La démission de Monsieur Serge Gurman est acceptée avec effet immédiat.
4. Madame Anne Compère, ayant comme adresse professionnelle le 12, rue Léon Thyès à L-2636 Luxembourg, née le 25 septembre 1970, est élue nouvel administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2012.

Luxembourg, le 15 juin 2006.

R.P. Pels.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS09080. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087692.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

ACHEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 54, rue d'Anvers.
R. C. Luxembourg B 83.384.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue au 16, boulevard Emmanuel Servais, à Luxembourg, le 28 juillet 2006 à 14.00 heures

Acceptation des démissions de Messieurs Marc Ambroisien, Reinald Loutsch et Madame Elise Lethuillier de leur mandat d'Administrateur, en date du 28 juillet 2006 et également de la démission de la société HRT REVISION, S.à r.l. de son mandat de Commissaire aux Comptes en date du 28 juillet 2006.

Nomination en tant qu'Administrateur, en remplacement des Administrateurs démissionnaires, de Monsieur Antoine Raffa, demeurant professionnellement 54, rue d'Anvers à L-1130 Luxembourg, Monsieur Manuel Hack, demeurant professionnellement 3-5, place Winston Churchill à L-1340 Luxembourg, et Monsieur Fernand Hack, demeurant professionnellement 304, route de Thionville à L-5884 Hesperange.

Nomination, en remplacement du Commissaire aux Comptes démissionnaire, de la société ACCOFIN SOCIETE FIDUCIAIRE, S.à r.l., ayant son siège 3-5, place Winston Churchill à L-1340 Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

Transfert du siège social de la société, en date du 28 juillet 2006, du 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg au 54, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2006, réf. LSO-BT01732. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087763.3//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

CHARLIMMO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 53.108.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Madame Denise Vervaeet, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et Monsieur Pierre Schill, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11217. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087695.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

COMPAGNIE FINANCIERE VAN WITTENBERGE ET FILS, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 29.645.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2006

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs de Marc van Wittenberge, demeurant 72, avenue Marceau, F-75008 Paris, Eric van Wittenberge, demeurant 72, avenue Marceau, F-75008 Paris, et Pierre Schill, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 30 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11221. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087699.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2006.

STAR 2000 HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 47.247.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 avril 2006

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 avril 2006, que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont prolongés pour une durée de 6 ans, et se termineront lors de l'Assemblée Générale qu se tiendra en l'an 2012.

Le conseil d'administration se compose par:

- Monsieur Alessandro Ghione, administrateur-délégué, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg;
- MANORWAY CORPORATION Ltd., ayant son siège à Akara Bldg, 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands;
- SUNMEMORIES SERVICES Ltd., ayant son siège à Akara Bldg, 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Est commissaire aux comptes la société BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l., ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2006.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, Luxembourg

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2006, réf. LSO-BT03153. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(088097.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

93151

LION/BLADE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 117.177.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 4 juillet 2006 entre INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A. et LION CAPITAL FUND I, L.P., LION CAPITAL FUND I A, L.P., LION CAPITAL FUND I B, L.P., LION CAPITAL FUND I C, L.P. et LION CAPITAL FUND I SBS, L.P. les 500 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- LION CAPITAL FUND I, L.P., domicilié au 21 Grosvenor Place, London SW1X 7HF, Royaume-Uni, détient 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

- LION CAPITAL FUND I A, L.P., domicilié au 21 Grosvenor Place, London SW1X 7HF, Royaume-Uni, détient 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

- LION CAPITAL FUND I B, L.P., domicilié au 21 Grosvenor Place, London SW1X 7HF, Royaume-Uni, détient 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

- LION CAPITAL FUND I C, L.P., domicilié au 21 Grosvenor Place, London SW1X 7HF, Royaume-Uni, détient 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

- LION CAPITAL FUND I SBS, L.P., domicilié au 21 Grosvenor Place, London SW1X 7HF, Royaume-Uni, détient 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LION/BLADE LUXEMBOURG, S.à r.l.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2006, réf. LSO-BT03752. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087760.3//28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

BDPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.
R. C. Luxembourg B 98.017.

Il résulte d'un contrat de cession des parts sociales, signé en date du 18 mai 2006, et qui a pris effet en date du 30 mai 2006, que:

1) la société UNIFINTER ADMINISTRATIEKANTOOR B.V. a transféré à la société SUMMIT RE TWO, GmbH les 237 parts sociales qu'elle détenait;

2) la société ADMINISTRATIEKANTOOR MIN/PLUS B.V. a transféré à la société SUMMIT REAL-ESTATE GOLD, GmbH les 13 parts sociales qu'elle détenait.

L'actionnariat de la Société se compose désormais de la façon suivante:

- SUMMIT RE TWO, GmbH détient 237 parts sociales;

- SUMMIT REAL-ESTATE GOLD, GmbH détient 13 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2006, réf. LSO-BS02273. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087803.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

NOVENERGIA GENERAL PARTNER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 118.571.

STATUTS

L'an deux mille six, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société anonyme COFRE S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

2.- Monsieur Alvaro Goncalves Martins Monteiro, économiste, demeurant à P-2800-022 Almada, Rua Pe Antonio Vieira, 4-7° dr. (Portugal);

3.- Monsieur Armando Manuel De Carvalho Nunes, économiste, demeurant à P-1750-004 Lisbonne, Rua Agostinho Neto 27, 7° c (Portugal).

Tous les comparants sont ici représentés par Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédites procurations, signées ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société de participations financières, sous forme de société anonyme, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société de participations financières sous forme de société anonyme et sous la dénomination de NOVENERGIA GENERAL PARTNER S.A.

Art. 2. La durée de la société est illimitée.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Si des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se présentent ou paraissent imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire restera luxembourgeoise.

Art. 4. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, marques et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société pourra effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cent mille euros (100.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, même au moyen d'émissions d'obligations avec ou sans garantie; ces obligations pourront, sur autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, être converties en actions.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois de mai à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2006.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- La société anonyme COFRE S.A., prédésignée, neuf cent quatre-vingts actions	980
2.- Monsieur Alvaro Goncalves Martins Monteiro, préqualifié, dix actions	10
3.- Monsieur Armando Manuel De Carvalho Nunes, préqualifié, dix actions	10
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de cent mille euros (100.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et, à l'instant, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Ottavio Lavaggi, consultant, né à Rome (Italie), le 13 décembre 1955, demeurant à Richmond, Bequia, St. Vincent and the Grenadine (West Indies);
- Monsieur Armando Manuel De Carvalho Nunes, économiste, né à Lisbonne (Portugal), le 13 juin 1960, demeurant à P-1750-004 Lisbonne, Rua Agostinho Neto 27, 7° c (Portugal);
- Monsieur Henri Charles Baguenier, professeur, né à Bagnères de Bigorre (France), le 2 mai 1950, demeurant à Rua Lauro Muller 116/6°, Sala 604, Botofogo, CEP 22.290-906 Rio de Janeiro (Brésil).

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

Monsieur Mohammed Kara, expert-comptable, né à Oum Toub-Denaira (Algérie), le 21 juillet 1954, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2009.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Scheifer-Gillen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 1^{er} août 2006, vol. 537, fol. 42, case 4. – Reçu 1.000 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 22 août 2006.

J. Seckler.

(089441.3/231/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2006.

93154

MUNDO PNEUS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.
R. C. Luxembourg B 88.544.

L'an deux mille six, le vingt-sept juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur Jorge Manuel Da Encarnação Pires; chauffeur, né à Pocarica/Cantanhede (P), le 26 janvier 1971, demeurant à L-4483 Soleuvre, 5, rue Franklin D. Roosevelt,

agissant comme unique associé de la société unipersonnelle MUNDO PNEUS, S.à r.l., (R.C. B n° 88.544), avec siège social à Lamadelaine, constituée suivant acte notarié du 17 juillet 2002, publié au Mémorial C n° 1.451 du 8 octobre 2002,

lequel comparant a déclaré au notaire d'acter les modifications afférentes:

- ajoute à l'objet social et en conséquence l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

Art. 3. La société a pour objet le commerce de pneus, le rechapage de pneus et l'analyse de carcasses, le montage et le démontage de pneus de voitures de tourisme, de camions et de machines industrielles (ingénierie civile), ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Elle est autorisée à faire des emprunts et accorder des crédits et tous concours, prêts, avances, garanties ou cautionnements à des personnes privées, aux associés, ainsi que à des sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect.

- transfert du siège social de L-4873 Lamadelaine, 124, avenue de la Gare à L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange et modification afférente de l'article 2 première phrase:

Art. 2. Première phrase. Le siège social de la société est établi à Emerange.

Frais

Les frais incombant à la société pour le présent acte sont estimés à huit cent vingt euros.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: J.M. Da Encarnação Pires, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 2006, vol. 920, fol. 17, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff.(signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 4 août 2006.

G. d'Huart.

(088083.3/207/35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

FILAM INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 31.446.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 2 juin 2006

- Mademoiselle Corinne Bitterlich et Messieurs Harald Charbon, Jean-Paul Reiland et Carlo Schlessler ne se représentent pas aux suffrages.

- Les sociétés LOUV, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, MADAS, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, et FINDI, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont nommées nouveaux Administrateurs pour une période statutaire de six ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme avec siège social au 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Fait à Luxembourg, le 2 juin 2006

Certifié sincère et conforme

FILAM INTERNATIONAL HOLDING S.A.

MADAS, S.à r.l. / LOUV, S.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 août 2006, réf. LSO-BT04733. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088084.3//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

STORMONT INVESTMENTS LLP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1,147,840,800.-.

Registered office: Londres EC2M 2DB, Winchester House, 1 Great Winchester Street.

Principal place of business: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R. C. Luxembourg B 104.008.

In the year two thousand and five, on the first day of the month of December.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Section B, number 9.164, and

2) LISMORE, S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Section B, number 103.665, and having a capital of GBP 127,200.-,

both here represented by Maître Jean-Michel Schmit, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of two (2) proxies given in Luxembourg, on 1 December 2005,

which, after having been signed ne varietur by the attorney-in-fact and the notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties are acting in their capacity as sole shareholders of STORMONT INVESTMENTS LLP, a société à responsabilité limitée (the «Company»), with registered office in London EC2N 2DB, Winchester House, 1 Great Winchester Street and with principal place of business in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, registered with the Registrar of Companies in the United Kingdom under number OC309751 and subsequently at the Register of Commerce and Companies in Luxembourg under number B 104.008, incorporated on October 26, 2004 in England and Wales and having transferred its principal place of business and place of management and control to Luxembourg by decisions of the extraordinary general meeting of the members held in Luxembourg before Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg) on 2 November 2004, published in the Mémorial C number 76 of 27 January 2005; the Company's articles of association (existing for Luxembourg law purposes) were for the last time amended on 30 November 2005, by a deed of Maître Paul Bettingen, prenamed, not yet published in the Mémorial C.

The shareholders declared to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1 To reduce the Company's corporate capital by an amount of one billion one hundred forty-seven million eight hundred thirty thousand eight hundred Pounds Sterling (GBP 1,147,830,800.-) so as to reduce it from its present amount of one billion one hundred forty-seven million eight hundred forty thousand eight hundred Pounds Sterling (1,147,840,800.-) divided into eleven million four hundred seventy-eight thousand four hundred eight (11,478,408) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation to an amount of ten thousand Pounds Sterling (GBP 10,000.-) represented by one hundred (100) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation, by way of cancellation of eleven million four hundred seventy-seven thousand one hundred seventy-three (11,477,173) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation currently held by DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. and of one thousand one hundred and thirty-five (1,135) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation currently held by LISMORE, S.à r.l., to reduce the Company's legal reserve by an amount of one hundred fourteen million seven hundred eighty-three thousand one hundred and twenty Pounds Sterling and forty Pence (114,783,120.40) so as to reduce it from its present amount of one hundred fourteen million seven hundred eighty-four thousand one hundred and twenty Pounds Sterling and forty Pence (114,784,120.40) to an amount of one thousand Pounds Sterling (GBP 1,000.-) and to resolve to immediately reimburse the amount of one billion two hundred sixty-two million four hundred eighty-nine thousand and seventy Pounds Sterling and forty Pence (GBP 1,262,489,070.40) to DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. and the amount of one hundred twenty-four thousand eight hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 124,850.-) to LISMORE, S.à r.l.

2 To amend the first sentence of paragraph 5.1 of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above.

3 To authorise and instruct each of the Company's managers to, without any delay, take the necessary actions to implement the resolutions to be adopted under item 1) above and to resolve to keep any such manager fully indemnified for any such action.

4 Miscellaneous.

The shareholders thereupon unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolved (i) to reduce the Company's corporate capital by an amount of one billion one hundred forty-seven million eight hundred thirty thousand eight hundred Pounds Sterling (GBP 1,147,830,800.-) so as to reduce it from its present amount of one billion one hundred forty-seven million eight hundred forty thousand eight hundred Pounds Sterling (1,147,840,800.-) divided into eleven million four hundred seventy-eight thousand four hundred eight (11,478,408) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation to an amount of ten thousand Pounds Sterling (GBP 10,000.-) represented by one hundred (100) participations with a par value of one

hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation, by way of cancellation of eleven million four hundred seventy-seven thousand one hundred seventy-three (11,477,173) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation currently held by DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. and of one thousand one hundred and thirty-five (1,135) participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) per participation currently held by LISMORE, S.à r.l., (ii) to reduce the Company's legal reserve by an amount of one hundred fourteen million seven hundred eighty-three thousand one hundred and twenty Pounds Sterling and forty Pence (114,783,120.40) so as to reduce it from its present amount of one hundred fourteen million seven hundred eighty-four thousand one hundred and twenty Pounds Sterling and forty Pence (114,784,120.40) to an amount of one thousand Pounds Sterling (GBP 1,000.-) and (iii) to immediately reimburse the amount of one billion two hundred sixty-two million four hundred eighty-nine thousand and seventy Pounds Sterling and forty Pence (GBP 1,262,489,070.40) to DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. and the amount of one hundred twenty-four thousand eight hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 124,850.-) to LISMORE, S.à r.l.

Second resolution

In order to reflect the foregoing resolution, the shareholders resolved to amend the first sentence of paragraph 5.1 of Article 5 of the Company's articles of association, which shall have the following wording:

«5.1 The LLP has a capital of ten thousand Pounds Sterling (GBP 10,000.-), divided into one hundred (100) Participations with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100.-) each.»

Third resolution

The shareholders resolved to authorise and instruct each of the Company's managers to, without any delay, take the necessary actions to implement the resolutions adopted under item 1) above, notably to immediately pay the amount of one billion two hundred sixty-two million four hundred eighty-nine thousand and seventy Pounds Sterling and forty Pence (GBP 1,262,489,070.40) to DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. and the amount of one hundred twenty-four thousand eight hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 124,850.-) to LISMORE, S.à r.l. and the sole shareholder resolved to keep any such manager fully indemnified for any such action.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand nine hundred euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands the English language, states herewith, that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in the English language followed by a translation in the French language; on request of the same proxy holder of the appearing persons and in case of divergences between the text in the English language and the text in the French language, the text in the English language will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le premier décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., une société anonyme régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, au numéro 9.164, et

2) LISMORE, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, au numéro 103.665, et ayant un capital de GBP 127.200,-,

toutes les deux représentées aux fins des présentes par Maître Jean-Michel Schmit, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu de deux (2) procurations délivrées à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2005,

qui, après avoir été signées ne varietur par le porteur des procurations et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les parties comparantes, agissant en leur qualité de seuls associés de STORMONT INVESTMENTS LLP, une société à responsabilité limitée (la «Société»), ayant son siège social à Londres EC2N 2DB, Winchester House, 1 Great Winchester Street, et ayant son siège de direction effective et de contrôle à L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, inscrite au Registre des Sociétés du Royaume-Uni au numéro OC309751 puis au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, au numéro B 104.008, constituée le 26 octobre 2004 en Angleterre et au Pays de Galles et ayant transféré son siège de direction effective et de contrôle au Luxembourg par des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue au Luxembourg devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederaanven (Grand-Duché de Luxembourg) le 2 novembre 2004, publiée au Mémorial C numéro 76, le 27 janvier 2005; les statuts de la Société (établis pour les besoins du droit luxembourgeois) furent modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Paul Bettingen précité le 30 novembre 2005, non encore publié au Mémorial C.

Les associés ont déclaré avoir été parfaitement au courant des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1 Réduction du capital social de la Société à concurrence de un milliard cent quarante-sept millions huit cent trente mille huit cent Livres Sterling (GBP 1.147.830.800,-) pour le réduire de son montant actuel de un milliard cent quarante-sept millions huit cent quarante mille huit cent Livres Sterling (GBP 1.147.840.800,-) divisé en onze millions quatre cent soixante-dix-huit mille quatre cent huit (11.478.408) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale à un montant de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale en annulant onze millions quatre cent soixante-dix-sept mille cent soixante-treize (11.477.173) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale appartenant à DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. et mille cent trente-cinq (1.135) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale appartenant à LISMORE, S.à r.l., réduction de la réserve légale de la Société à concurrence de cent quatorze millions sept cent quatre-vingt-trois mille cent vingt Livres Sterling et quarante Pence (GBP 114.783.120,40) pour la réduire de son montant actuel de cent quatorze millions sept cent quatre-vingt-quatre mille cent vingt Livres Sterling et quarante Centimes (114.784.120,40) à un montant de mille Livres Sterling (GBP 1.000,-) et remboursement immédiat du montant de un milliard deux cent soixante-deux millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille soixante-dix Livres Sterling et quarante Pence (GBP 1.262.489.070,40) à DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. et un montant de cent vingt-quatre mille huit cent cinquante Livres Sterling (GBP 124.850,-) à LISMORE, S.à r.l.

2 Modification de la première phrase de l'alinéa 5.1 de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter le point précédent.

3 Autorisation et instruction à chacun des gérants de la Société de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les décisions à prendre sous le point 1) ci-dessus et décision d'indemniser intégralement ces gérants pour toute mesure ainsi prise.

4 Divers.

Les associés ont alors pris les décisions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé (i) de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un milliard cent quarante-sept millions huit cent trente mille huit cents Livres Sterling (GBP 1.147.830.800,-) pour le réduire de son montant actuel d'un milliard cent quarante-sept millions huit cent quarante mille huit cents Livres Sterling (GBP 1.147.840.800,-) divisé en onze millions quatre cent soixante-dix-huit mille quatre cent huit (11.478.408) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale à un montant de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale en annulant onze millions quatre cent soixante-dix-sept mille cent soixante-treize (11.477.173) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale appartenant à DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. et mille cent trente-cinq (1.135) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) par part sociale appartenant à LISMORE, S.à r.l., (ii) de réduire la réserve légale de la Société à concurrence de cent quatorze millions sept cent quatre-vingt-trois mille cent vingt Livres Sterling et quarante Pence (GBP 114.783.120,40) pour la réduire de son montant actuel de cent quatorze millions sept cent quatre-vingt-quatre mille cent vingt Livres Sterling et quarante Centimes (114.784.120,40) à un montant de mille Livres Sterling (GBP 1.000,-) et (iii) de rembourser immédiatement un montant d'un milliard deux cent soixante-deux millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille soixante-dix Livres Sterling et quarante Pence (GBP 1.262.489.070,40) à DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. et un montant de cent vingt-quatre mille huit cent cinquante Livres Sterling (GBP 124.850,-) à LISMORE, S.à r.l.

Deuxième résolution

Afin de refléter le point précédent, les associés de la Société ont décidé de modifier la première phrase de l'alinéa 5.1 de l'article 5 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigée comme suit:

«5.1 La LLP a un capital de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-), divisé en cent (100) Parts Sociales ayant une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.»

Troisième résolution

Les associés ont décidé d'autoriser et d'instruire chacun des gérants de la Société de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les décisions prises sous le point 1) ci-dessus, notamment de payer immédiatement un montant d'un milliard deux cent soixante-deux millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille soixante-dix Livres Sterling et quarante Pence (GBP 1.262.489.070,40) à DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. et un montant de cent vingt-quatre mille huit cent cinquante Livres Sterling (GBP 124.850,-) à LISMORE, S.à r.l. et l'associé unique a décidé d'indemniser intégralement ces gérants pour toute mesure ainsi prise.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à approximativement mille neuf cents euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des parties comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.M. Schmit, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 décembre 2005, vol. 899, fol. 38, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 février 2006.

J.-J. Wagner.

(096215.3/239/194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

STORMONT INVESTMENTS LLP, Société à responsabilité limitée.

Registered office: Londres EC2M 2DB, Winchester House, 1 Great Winchester Street.

Siège de direction effective et de contrôle: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R. C. Luxembourg B 104.008.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 mars 2006.

J.-J. Wagner.

(096217.3/239/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

GLOBAL PART S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 95.675.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} mars 2006

1. Les démissions de:

- Monsieur Carlo Schlessler, licencié en Sciences Economiques et diplômé en Hautes Etudes Fiscales, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

- Monsieur Serge Krancenblum, diplômé en M.B.A., demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

- Monsieur Jean-Paul Reiland, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

de leur mandat d'Administrateur, sont acceptées.

2. Les sociétés:

- EFFIGI, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

- FINDI, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

- FIDIS, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

sont nommées nouveaux Administrateurs. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2009.

Certifié sincère et conforme

GLOBAL PART S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2006, réf. LSO-BT04061. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087774.3//30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

LILLIWYTE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Brangance.

R. C. Luxembourg B 21.775.

Extrait d'une résolution prise par les administrateurs de la société en date du 31 mai 2006

«Mlle Jacqueline Thompson avec adresse professionnelle au 48, rue de Brangance, L-1255 Luxembourg, a été nommée au conseil d'administration de la société avec effet au 31 mai 2006, en remplacement de M. Theo Bosman décédé le 7 mai 2006.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Pace-Bonello

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09706. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087929.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

93159

ComptaPartner, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8390 Nospelt, 5, rue de Mamer.
R. C. Luxembourg B 96.713.

L'an deux mille six, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

- Monsieur Roberto Duriatti, comptable, né à Luxembourg, le 7 août 1966, demeurant à L-8274 Kehlen, 1, Am Schoulwée.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée ComptaPartner, S.à r.l., avec siège social à L-8390 Nospelt, 5, rue de Mamer, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 96.713), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 novembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1312 du 9 décembre 2003.

- Que le comparant est le seul et unique associé actuel de ladite société et qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique constate qu'en vertu de deux cessions de parts sociales sous seing privé du 20 juin 2006:

- Madame Trinh Duong, femme au foyer, demeurant à L-4974 Dippach, 36, rue Belle-Vue, a cédé quarante-neuf (49) parts sociales dans la prédite société ComptaPartner, S.à r.l. à Monsieur Roberto Duriatti, préqualifié.

- Monsieur Thanh Nguyen, employé privé, demeurant à L-4974 Dippach, 36, rue Belle-Vue, a cédé une (1) part sociale dans la prédite société ComptaPartner, S.à r.l. à Monsieur Roberto Duriatti, préqualifié.

Le cessionnaire susdit est propriétaire des parts sociales lui cédées à partir de la date des cessions.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Toutes les parts sociales sont détenues par Monsieur Roberto Duriatti, comptable, né à Luxembourg, le 7 août 1966, demeurant à L-8274 Kehlen, 1, Am Schoulwée.»

Troisième résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Thanh Nguyen comme gérant administratif de la société et de lui donner décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

Quatrième résolution

L'associé unique confirme le mandat de Monsieur Roberto Duriatti comme gérant unique de la société avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de six cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Duriatti, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 juillet 2006, vol. 537, fol. 16, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 22 août 2006.

J. Seckler.

(088803.3/231/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2006.

DOMINO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 98.172.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 16 août 2006, réf. LSO-BT04372, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2006.

Pour DOMINO S.A.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

(090212.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

93160

DUNEDIN HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 77.656.

—
Extrait des résolutions écrites prises par l'actionnaire en date du 4 juillet 2006

Les actionnaires ont décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Eugene McMahon, né le 19 juin 1961 en Angleterre, demeurant au 69A, boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg, à la fonction de gérant avec effet au 30 juin 2006.
- De nommer Monsieur Aidan Foley, né le 8 décembre 1976 à Waterford, Irlande, demeurant professionnellement au 64, rue de la Déportation, L-1415 Luxembourg, à la fonction de gérant avec effet au 4 juillet 2006 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2006, réf. LSO-BT04433. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087842.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

HG FINANCING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6162 Burglinster, 36, rue de l'Ecole.
H. R. Luxemburg B 118.502.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend sechs, den dreizehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- Frau Gabriele Rehberg, Privatbeamtin, Ehegattin von Herrn Dieter Kolb, wohnhaft in L-6160 Burglinster, 8, an der Schlaed;

2.- Herr Dieter Kolb, Privatbeamter, wohnhaft in L-6160 Burglinster, 8, an der Schlaed.

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchten die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung HG FINANCING S.A.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Burglinster.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normalen Geschäftsabwicklungen am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen; die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern; darüberhinaus kann die Gesellschaft Patente und Konzessionen erwerben und verwerten; die Gesellschaft kann den Gesellschaften an denen sie direkt beteiligt ist jede Art von Unterstützung gewähren sei es durch Darlehen, Garantien, Vorschüsse oder sonstwie.

Die Gesellschaft kann alle Rechtshandlungen vornehmen welche mit dem vorstehenden Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder denselben fördern.

Die Gesellschaft darf alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen, ohne jedoch dem spezifischen Steuerstatut nach dem Gesetz vom 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften zu unterliegen.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR) und ist eingeteilt in dreihundert zehn (310) Aktien von jeweils einhundert Euro (100,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Uebertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die erste Person der die laufende Geschäftsführung übertragen wird, kann durch die erste Hauptversammlung ernannt werden.

Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 6. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Art. 7. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom ersten Januar bis zum ein und dreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am zweiten Donnerstag des Monats Juni um 16.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Art. 9. Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 10. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse gutzuheissen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden vorzunehmen.

Art. 11. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Aenderungsgesetze finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet. Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass die Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

1.- Frau Gabriele Rehberg, vorgeannt, ein hundert fünf und fünfzig Aktien.	155
2.- Herr Dieter Kolb, vorgeannt, ein hundert fünf und fünfzig Aktien.	155
Total: drei hundert zehn Aktien	310

Alle vorgeannten Aktien wurden voll und ganz eingezahlt, so dass ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von ein und dreissig tausend Euro (31.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2006.
- 2.- Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2007 statt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend vier hundert Euro zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Ausserordentliche generalversammlung

Alsdann finden die eingangs erwähnten Kompargenten, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6162 Burglinster, 36, rue de l'Ecole.
- 2.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 3.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - Herr Thomas Kolb, geboren in Luxemburg, am 21. Mai 1980, wohnhaft in L-6421 Echternach, 8, rue Ste Claire, Präsident des Verwaltungsrates;
 - Herr Patrick Seibel-Buschmann, geboren in Birkenfeld (Deutschland), am 7. August 1972, wohnhaft in D-54298 Gilzem, Eisenacherstrasse 9 (Deutschland);
 - Herr Marc Treichel, geboren in Luxemburg, am 16. Dezember 1976, wohnhaft in L-6134 Junglinster, 13, rue Lauterbour.
- 4.- Zum Kommissar wird ernannt:
Die Aktiengesellschaft FINPART S.A., mit Sitz in L-1215 Luxemburg, 32, rue de la Barrière, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 92.961.
- 5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2012.
- 6.- Gebrauch machend vom durch Artikel 5 der Satzung vorgesehenen Recht, ernennt die Generalversammlung die Herren Thomas Kolb und Marc Treichel, vorgenannt, zu den ersten Bevollmächtigten des Verwaltungsrates, welche die Gesellschaft durch ihre Einzelunterschrift verpflichten, im Rahmen der laufenden Geschäftsführung in ihrem weitesten Sinne, sämtliche Bankoperationen miteinbegreifen.

Worueber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Kompargenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. Rehberg, D. Kolb, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 juillet 2006, vol. 537, fol. 33, case 7. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Für gleichlautende ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 22. August 2006.

J. Seckler.

(088730.3/231/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2006.

MB VENTURE CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 70.412.

Extract of the resolutions taken at the Annual General Meeting of March 28th, 2006

- Mr Carlo Schlessler, Licencié en Sciences Economiques et Diplômé en Hautes Etudes Fiscales, with professional address at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, Mr Edoardo Lecaldano Sasso La Terza, Director, with professional address at 1, Piazzale F. Baracca, I-20123 Milano and Mr Guy Harles, Lawyer, with professional address at 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg are appointed as Directors for a new statutory term of 6 years until the Annual General Meeting of the year 2012.

- The company FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, having its registered office at 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg is appointed as Statutory Auditor for a new statutory term of 6 years until the Annual General Meeting of the year 2012.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 28 mars 2006

- Les mandats d'Administrateur de Monsieur Carlo Schlessler, Licencié en Sciences Economiques et Diplômé en Hautes Etudes Fiscales, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, de Monsieur Edoardo Lecaldano Sasso La Terza, Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 1, Piazzale F. Baracca, I-20123 Milano et de Monsieur Guy Harles, avocat, demeurant professionnellement au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Fait à Luxembourg, le 28 mars 2006.

Certifié sincère et conforme

MB VENTURE CAPITAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 17 août 2006, réf. LSO-BT04729. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088098.3//32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2006.

DIAMOND WATER STEX CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 118.585.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on the thirteenth of July.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand-Duché of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

1.- Mrs Silvia Grün, private employee, born in Neuerburg (Germany), on the 16th of April 1968, residing at L-6140 Junglinster, 35, rue du Village.

2.- Mrs Heike Spoden, private employee, born in Trier (Germany), on the 30th of June 1967, residing at D-54311 Trierweiler, Zum Altenwald 4 (Germany).

Such appearing parties request the officiating notary to enact the following Articles of Association of a Stock Company, («Aktiengesellschaft»), which they declare to have established as follows:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those who might become owners of the shares created hereafter, is herewith formed a joint stock company, («Aktiengesellschaft»), under the name of DIAMOND WATER STEX CORPORATION S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg.

By a simple decision of the board of directors, branches, subsidiaries, agencies or administrative offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality, by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the company is the trade and investments.

The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The company can contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies.

The company can moreover carry out all financial, industrial, commercial, movable or immovable operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to further his development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR), divided into three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy.

In this case, the next general meeting will proceed to the final election. The members of the board of directors are re-eligible.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman.

If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented; proxies between directors being permitted, with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or e-mail, confirmed by letter.

Written resolutions, approved and signed by all directors, shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board of directors are taken by an absolute majority of the votes cast.
In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the company's interest within the limits of the company's purpose.

All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons, who need not be shareholders of the company.

The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

The first delegate of the board of directors may be nominated by the first General Meeting of the shareholders.

Art. 12. The corporation is committed by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the chairman of the board of directors.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines also their number and remuneration; they can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years. The statutory auditors are re-eligible.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders.

It has the most extensive powers to carry out or ratify the acts concerning the company.

Its resolutions are binding even for the shareholders who are not represented, vote against or abstain from voting.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual General Meeting is held on the 3rd Tuesday of June at 11.00 a.m. at the Company's Head Office, or at any other place to be specified in the convening notices.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting.

It must be convened at the written request of shareholders representing 20% percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% percent of the net profit of the financial year have to be allocated to the legal reserve fund; such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. For any points, not covered by the present articles of incorporation, the parties refer to the provisions of the law of August 10th, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1.- The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2006.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in 2007.

Subscription and payment

The shares have been subscribed to as follows:

1.- Mrs Silvia Grün, prenamed, one hundred and fifty-five shares	155
2.- Mrs Heike Spoden, prenamed, one hundred and fifty-five shares	155
Total: three hundred and ten shares	310

All these shares have been paid up in cash to the amount of thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR), so that this amount is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimation of costs

The amount of the expenses, for which the company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand five hundred Euro.

Extraordinary General Meeting

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded with an Extraordinary General Meeting and after having stated that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of Directors is fixed at three and that of the Auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as Directors:
 - a) Mr Wolfram Vögele, advocate, born in Freiburg/Breisgau (Germany), on the 21st of July 1946, residing at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II;
 - b) Mr Hermann-Josef Düpre, advocate, born in Trier (Germany), on the 17th of July 1958, residing at D-54441 Kanzem, Im Cordel 5 (Germany);
 - c) Mr Götz Schöbel, economist, born in Bad Frankenhausen (Germany), on the 14th of March 1966, residing at D-06567 Bad Frankenhausen, Klosterstrasse 29 (Germany).
 Mr Wolfram Vögele, prenamed, is elected as chairman of the Board of Directors.
- 3.- The following has been appointed as Statutory Auditor:
The Stock Company LCG INTERNATIONAL A.G., with registered office at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, (R.C.S. Luxembourg section B number 86.354).
- 4.- The Company's registered office shall be in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
- 5.- The mandates of the Directors and the Statutory Auditor will expire at the ordinary general assembly of the year 2012.

Statement

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den dreizehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

- 1.- Frau Silvia Grün, Privatbeamtin, geboren in Neuerburg (Deutschland), am 16. April 1968, wohnhaft in L-6140 Junglinster, 35, rue du Village.
- 2.- Frau Heike Spoden, Privatbeamtin, geboren in Trier (Deutschland), am 30. Juni 1967, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Zum Altenwald 4 (Deutschland).

Welche Kompartmentinnen den unterzeichneten Notar ersuchen, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird hiermit eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung DIAMOND WATER STEX CORPORATION S.A. gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend der Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Grossherzogtum verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung an Dritte von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Handel und Investitionen.

Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungsnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräusserung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten.

Die Gesellschaft kann ausserdem alle anderen Operationen finanzieller, industrieller, kommerzieller, mobiliarer und immobilärer Art ausführen, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder diesen verwirklichen oder fördern können.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von je einhundert Euro (100,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Verwaltungsratsmitgliedes frei, können die so ernannten verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung. Die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgabe.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; Vollmachten unter Verwaltungsratsmitgliedern sind erlaubt, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme per Brief, Fernschreiben, Telefax oder e-mail abgeben, welche schriftlich bestätigt werden müssen.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft, alle Angelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Alle Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz vom 10. August 1915, sowie durch die späteren Änderungen, oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, die Gesamtheit oder einen Teil seiner Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen.

Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Die erste Person, der die laufende Geschäftsführung übertragen wird, kann durch die erste Generalversammlung ernannt werden.

Art. 12. Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des Vorsitzenden des Verwaltungsrates.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare, welche nicht Aktionäre sein müssen, überwacht, welche von der Generalversammlung, die auch deren Zahl und Vergütung festlegt, ernannt werden; sie können beliebig abberufen werden.

Die Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt, welche die Dauer von 6 Jahren nicht überschreiten kann. Der oder die Kommissare sind wiederwählbar.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre.

Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Ihre Beschlüsse sind bindend für die Aktionäre welche nicht vertreten sind, dagegen stimmen oder sich enthalten.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäss den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am dritten Dienstag des Monats Juni, um 11.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen.

Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 20% des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme.

Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, wie gesetzlich vorgeschrieben.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, dem (den) Kommissar(en) zur Einsicht, vor.

Art. 19. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Vorschussdividenden zahlen.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter, natürliche oder juristische Personen, durchgeführt, welche von der Generalversammlung, die ihre Aufgaben und Vergütungen festlegt, ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2006.

2.- Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2007 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass die Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

1.- Frau Silvia Grün, vorgeannt, einhundertfünfundfünfzig Aktien	155
2.- Frau Heike Spoden, vorgeannt, einhundertfünfundfünfzig Aktien	155
Total: dreihundertzehn Aktien	310

Die hiervor gezeichneten Aktien wurden bar in Höhe von einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR) eingezahlt, so dass dieser Betrag der Gesellschaft ab heute zur Verfügung steht, worüber dem unterzeichneten Notar der Nachweis erbracht wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Wolfram Vögele, Rechtsanwalt, geboren in Freiburg/Breisgau (Deutschland), am 21. Juli 1946, wohnhaft in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II;
 - b) Herr Hermann-Josef Düpre, Rechtsanwalt, geboren in Trier (Deutschland), am 17. Juli 1958, wohnhaft in D-54441 Kanzem, Im Cordel 5 (Deutschland);
 - c) Herr Götz Schöbel, Betriebswirt, geboren in Bad Frankenhausen (Deutschland), am 14. März 1966, wohnhaft in D-06567 Bad Frankenhausen, Klosterstrasse 29 (Deutschland).
 Herr Wolfram Vögele, vorgeannt, wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.
- 3.- Zum Kommissar wird ernannt:
Die Aktiengesellschaft LCG INTERNATIONAL A.G., mit Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II (R.C.S. Luxemburg Sektion B Nummer 86.354).
- 4.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.
- 5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2012.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache ausgefertigt wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Antrag der Komparentinnen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparentinnen, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Grün, H. Spoden, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 juillet 2006, vol. 537, fol. 33, case 9. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 22. August 2006.

J. Seckler.

(089514.3/231/349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2006.